



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation et l'agriculture

## INTÉGRATION DE LA NUTRITION DANS LE SECTEUR DE LA PRODUCTION VÉGÉTALE DE LA THÉORIE À LA PRATIQUE

### UNE APPROCHE INNOVANTE APPLIQUÉE À SEPT PAYS D'AFRIQUE FRANCOPHONE

---



© FAO/Fredrik Lernerby





INTÉGRATION DE LA NUTRITION DANS LE  
SECTEUR DE LA PRODUCTION VÉGÉTALE  
**DE LA THÉORIE À LA PRATIQUE**

---

**UNE APPROCHE INNOVANTE APPLIQUÉE  
À SEPT PAYS D'AFRIQUE FRANCOPHONE**

Citer comme suit: FAO et Action contre la faim. 2021. *Intégration de la nutrition dans le secteur de la production végétale de la théorie à la pratique - Une approche innovante appliquée à sept pays d'Afrique francophone*. Rome. <https://doi.org/10.4060/cb6919fr>

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

ISBN 978-92-5-135006-5

© FAO, 2021



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à la disposition du public selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution-Pas d'Utilisation Commerciale-Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Intergouvernementales (CC BY NC SA 3.0 IGO; <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/legalcode.fr>).

Selon les termes de cette licence, cette œuvre peut être copiée, diffusée et adaptée à des fins non commerciales, sous réserve que la source soit mentionnée. Lorsque l'œuvre est utilisée, rien ne doit laisser entendre que la FAO cautionne tels ou tels organisation, produit ou service. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si l'œuvre est adaptée, le produit de cette adaptation doit être diffusé sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si l'œuvre est traduite, la traduction doit obligatoirement être accompagnée de la mention de la source ainsi que de la clause de non-responsabilité suivante: «La traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ni de l'exactitude de la traduction. L'édition originale [langue] est celle qui fait foi.»

Tout litige relatif à la présente licence ne pouvant être résolu à l'amiable sera réglé par voie de médiation et d'arbitrage tel que décrit à l'Article 8 de la licence, sauf indication contraire contenue dans le présent document. Les règles de médiation applicables seront celles de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (<http://www.wipo.int/amc/fr/mediation/rules>) et tout arbitrage sera mené conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

**Matériel attribué à des tiers.** Il incombe aux utilisateurs souhaitant réutiliser des informations ou autres éléments contenus dans cette œuvre qui y sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, de déterminer si une autorisation est requise pour leur réutilisation et d'obtenir le cas échéant la permission de l'ayant-droit. Toute action qui serait engagée à la suite d'une utilisation non autorisée d'un élément de l'œuvre sur lequel une tierce partie détient des droits ne pourrait l'être qu'à l'encontre de l'utilisateur.

**Ventes, droits et licences.** Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO ([www.fao.org/publications](http://www.fao.org/publications)) et peuvent être obtenus sur demande adressée par courriel à: [publications-sales@fao.org](mailto:publications-sales@fao.org). Les demandes visant un usage commercial doivent être soumises à: [www.fao.org/contact-us/licence-request](http://www.fao.org/contact-us/licence-request). Les questions relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: [copyright@fao.org](mailto:copyright@fao.org).

---

# Table des matières

Remerciements	iv
Abréviations et acronymes	v
Résumé exécutif	vi
1. Introduction à l'approche méthodologique	1
1.1. Approche générale: de la théorie à la pratique	1
1.2. Concepts et outils méthodologiques	2
2. Les étapes clés du processus méthodologique	4
2.1. Étape 1. Analyse contextuelle du secteur de la production végétale pour la sécurité alimentaire et la nutrition	4
2.1.1. Principales conclusions de la revue de littérature	4
2.1.2. Défis et contraintes du secteur sous le prisme des systèmes alimentaires	7
2.2. Étape 2. Développement de la théorie du changement autour de priorités définies	12
2.2.1. Identification de priorités du secteur propres au processus	12
2.2.2. Définition des théories du changement potentielles	12
2.3. Étape 3. Définition des chemins d'impact basés sur la pratique	15
2.3.1. Sélection des sous-secteurs clés et développement des chemins d'impact sous-sectoriels	15
2.3.2. Développement des chemins d'impact basés sur la pratique	16
2.4. Étape 4. Consolidation et validation des TdC sectorielles	23
Validation d'hypothèses critiques pour la consolidation des TdC sectorielles	23
3. Conclusions et recommandations	28
Bibliographie	32
<b>Figures</b>	
Figure 1. Cadre conceptuel des systèmes alimentaires	2
Figure 2. Principales étapes pour la formulation de la théorie du changement «sensible» à la nutrition et des chemins d'impact associés	4
<b>Annexes</b>	
Annexe 1. Questions directrices reprenant la structure du cadre conceptuel des systèmes alimentaires	34
Annexe 2. Canevas de cartographie des théories du changement	39
Annexe 3. Visualisation des chemins d'impact	40



---

## Remerciements

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et Action contre la faim (ACF) ont développé de façon conjointe cette série de notes d'orientation afin d'aider les décideurs politiques à identifier des actions de transformation des systèmes alimentaires qui favorisent une alimentation saine et une meilleure nutrition. La série a reçu l'appui de la FAO: Diana Carter, Marie Caroline Dode, Patrizia Fracassi, Clément Lorvão, Sangmin Seo et Ti Kian Seow; et de ACF: Hugo Desmaison-Ballarín, Bader Mahaman Dioula et Nadia Ouattara.

Les auteurs principaux sont Bader Mahaman (ACF) et Nadia Ouattara (ACF).

Ce travail a été rendu possible grâce aux précieuses contributions, réalisées dans le cadre d'un processus de consultation, par les personnes et organisations partenaires suivantes:

**Burkina Faso:** Moussa Barro de Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF), Prosper Zimba de la Direction des productions végétales du Ministère de l'agriculture et des aménagements hydro-agricoles.

**Côte d'Ivoire:** Abah Nda Kouassi, Ali Coulibaly, Dadji Bonny, de la FAO, Serge Allou de la Direction des productions vivrières et de la sécurité alimentaire du Ministère de l'agriculture et du développement rural.

**Mali:** Abdoulaye Ouologuem et Cyr Dakouo de la FAO, Magloire Bunkembo de ACF.

**Mauritanie:** Amadou Bousso de ACF, Boubou Keita du Centre national de recherche agronomique et de développement agricole (CNRADA), Fatimata Toure de la FAO, Mohamed Bénéjarra de l'Association pour le développement intégré du Guidimakha (ADIG), Mohamed Dit Sidde Ould Dah de ACF, Zeinabou Coulibaly de OXFAM.

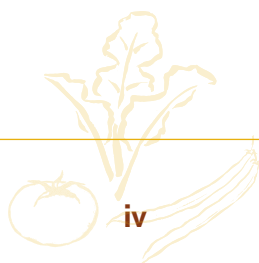
**République démocratique du Congo:** Apollinaire Kamate de l'Association des paysans, éleveurs, tanneurs et maraîchers du Congo (APETAMACO), Célestin Mutiri de la Coordination nationale sécurité alimentaire et nutritionnelle du Ministère de la pêche et de l'élevage, Claude Mihigo de la FAO, Mike Limbuko de la Direction d'études et planification du Ministère de l'agriculture, Célestin Mutiri et Nelson Nzita Mabilia de la Coordination nationale sécurité alimentaire et nutritionnelle du Ministère de la pêche et de l'élevage.

**Sénégal:** Amadiane Diallo de ACF, Dienaba Sidibe du Directoire national de femmes en élevage (DINFEL), Mar Ngom de la Fédération des organisations non gouvernementales du Sénégal (FONGS), Seydou Ndiaye de la Plateforme des organisations de la société civile pour la nutrition et la sécurité alimentaire au Sénégal (OSC SUN)

**Tchad:** Hassane Mamoudou de la FAO, Jean-Charles Djontan de ACF, Molengar Ngoundo de la FAO.

**Autres:** Boubacar Harouna de Vision du Monde (WV/Niger). Codjo Dossa de la FAO. Cyril Lekiefs de ACF.

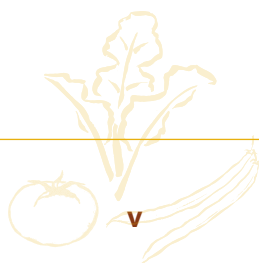
Le document a été édité par Canopy translation services. The Argument by Design s'est chargé de la conception graphique et de la mise en page. La communication globale a été assurée par Bianca Carlesi de la FAO.



---

## Abréviations et acronymes

<b>ACF</b>	Action contre la faim
<b>ADIG</b>	Association pour le développement intégré
<b>APETAMACO</b>	Association des paysans, éleveurs, tanneurs et maraîchers du Congo
<b>AVSF</b>	Agronomes et vétérinaires sans frontières
<b>CNRADA</b>	Centre national de recherche agronomique et de développement agricole
<b>ESN</b>	Division de l'alimentation et de la nutrition de la FAO
<b>FAO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
<b>FONGS</b>	Fédération des Organisations non gouvernementales sénégalaises
<b>HLPE</b>	Groupe d'experts de haut niveau
<b>IFPRI</b>	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
<b>IMF</b>	Institutions de microfinance
<b>OMS</b>	Organisation mondiale de la Santé
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>OSC</b>	Organisations de la société civile
<b>PME</b>	Petites et moyennes entreprises
<b>PMI</b>	Petites et moyennes industries
<b>SIM</b>	Système d'information sur les marchés
<b>SUN</b>	Mouvement Renforcer la nutrition
<b>TdC</b>	Théorie du changement
<b>WVI</b>	World Vision International



---

## Résumé exécutif

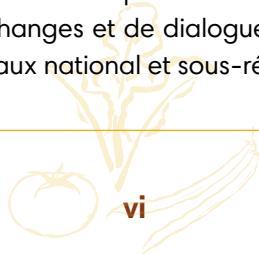
La prise en compte des enjeux nutritionnels dans le secteur de la production végétale est essentielle, car les cultures vivrières constituent l'une des principales sources de macronutriments et micronutriments spécifiques. Les fruits apportent des glucides et des vitamines hydrosolubles, tandis que les légumes apportent des minéraux et vitamines permettant de lutter contre plusieurs maladies et affections. La diversification alimentaire peut être favorisée par la diversification du système de production, par l'inclusion de cultures à haute qualité nutritive (fruits et légumes dont les légumes-feuilles et les légumes africains locaux) et à haute valeur marchande pour l'amélioration des revenus des ménages agricoles, ainsi que par la gestion durable de la fertilité des sols pour de meilleurs rendements.

En tant que premier secteur alimentaire, les cultures vivrières assurent la subsistance de 7,8 milliards de personnes dans le monde, ainsi que 1,3 milliard d'emplois agricoles sur 2,5 milliards dans le monde (FAO, 2017). Le secteur de la production végétale s'est traditionnellement concentré sur la fourniture de calories et la réduction de la famine en maximisant la productivité, souvent pour des raisons économiques (Amoroso, 2016). Cet accent mis sur la sécurité alimentaire et la valeur commerciale s'est fait au détriment de la diversité de la production. En conséquence, de nombreux consommateurs n'ont pas accès à toute la gamme de cultures, y compris les fruits et légumes, qui sont nécessaires pour atteindre la diversité alimentaire (Initiative EAT, 2015). Ce déséquilibre dans la chaîne d'approvisionnement des cultures est fortement associé à la prévalence de la malnutrition, car un accès précaire aux fruits et légumes signifie un accès précaire à un large éventail de vitamines et de minéraux nécessaires à une alimentation saine (FAO et OMS, 2019). Du fait de son rôle étendu, critique et global dans le système alimentaire, il est essentiel de soutenir les aspects économiques du secteur de la production végétale et ceux ayant trait à la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Une meilleure intégration de la nutrition dans le secteur de la production végétale est donc un défi commun partagé par les décideurs et les gestionnaires de programmes au niveau régional, national et local du fait du manque d'outils méthodologiques éprouvés. Pour faire face à cet enjeu, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), avec l'appui d'Action contre la faim (ACF), a initié entre avril et décembre 2020 un processus d'échanges et de dialogues entre les différentes parties prenantes du secteur agricole au niveau national et sous-régional dans un double objectif. **Premier objectif: expérimenter un outil méthodologique innovant** pour guider de façon pratique les acteurs des secteurs clés de l'agriculture que sont la production végétale, l'élevage, la foresterie et la pêche et l'aquaculture, et développer leurs capacités en matière de formulation, de mise en œuvre et d'évaluation des politiques, programmes et investissements permettant de maximiser l'impact sur la nutrition et d'accélérer les progrès dans la lutte contre la malnutrition. **Deuxième objectif: déterminer des recommandations politiques et programmatiques** communes sur l'intégration de la nutrition dans les secteurs clés de l'agriculture à partir de leur expertise et de leurs expériences techniques et institutionnelles dans les pays.

## Processus méthodologique – de la théorie à la pratique

Ce travail d'expérimentation a été réalisé à travers un processus de consultations impliquant les parties prenantes techniques et politiques du secteur de la production végétale de sept pays d'Afrique francophone (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, République démocratique du Congo, Sénégal et Tchad). L'approche méthodologique proposée allie la théorie à la pratique à travers le développement de la théorie du changement sectorielle ainsi que des chemins d'impact sous-sectoriels. Elle se décline en quatre (4) étapes principales guidées par un processus d'échanges et de dialogues entre les différentes parties prenantes du secteur de la production végétale aux niveaux national et sous-régional:





1. La réalisation d'une **revue de la littérature** puis d'une **analyse contextuelle** utilisant l'approche des systèmes alimentaires, afin de prioriser les enjeux et défis du secteur pour favoriser un régime alimentaire sain et diversifié.
2. Le développement de **théories du changement** (TdC) afin d'identifier les changements nécessaires pour contribuer à un régime alimentaire sain et diversifié.
3. La définition de **chemins d'impact** fondés sur la pratique des différents sous-secteurs, permettant d'identifier les lacunes existantes ainsi que les opportunités susceptibles de contribuer à un régime alimentaire sain et diversifié.
4. La validation des théories du changement sur la base des chemins d'impact et la **formulation de recommandations** pour une meilleure prise en compte de la nutrition dans la production végétale.

## Identification des défis et des enjeux du secteur de la production végétale pour la nutrition

Les principaux défis et contraintes du secteur de la production végétale qui ont été identifiés dans le cadre de la revue de la littérature et de l'analyse contextuelle sont les suivants:

Au niveau des chaînes d'approvisionnement – l'accès limité aux intrants de qualité et aux équipements agricoles (de production, de stockage, de transformation et de commercialisation); la faible vulgarisation des



---

paquets techniques et technologiques associés à un appui-conseil adapté; la difficulté d'accès au foncier sécurisé; l'efficacité limitée dans la gestion des ressources en eau; la faible diversification de la production; les capacités techniques et financières limitées des organisations féminines; le manque d'investissements privés pour la promotion des petites et moyennes entreprises/petites et moyennes industries (PME/PMI) de transformation; les faibles capacités stratégiques et opérationnelles pour la commercialisation.

Au niveau de l'environnement alimentaire – la faible promotion des pratiques d'agriculture durable et de l'agroécologie pour la sécurité sanitaire des aliments; la faible structuration et professionnalisation des filières vivrières; et le manque d'efficacité dans le fonctionnement des structures de contrôle de la qualité sanitaire.

Au niveau du comportement des consommateurs – la sensibilisation insuffisante des petits exploitants familiaux à l'autoconsommation, en particulier pour les produits à haute valeur nutritive; et la faible vulgarisation des documents pédagogiques sur les bonnes pratiques alimentaires.

## **Définition de théories du changement du secteur de la production végétale pour un régime alimentaire sain et diversifié**

En amont du développement des théories du changement, les parties prenantes au processus ont défini de façon consensuelle les principales priorités du secteur de la production végétale pour un régime alimentaire sain et diversifié. Ces priorités, qui ont été identifiées sur la base des conclusions de la revue de la littérature et de l'analyse contextuelle des pays participants, ont par la suite permis d'établir les trois théories du changement sectorielles suivantes:

- **Théorie du changement 1.** La disponibilité des produits alimentaires d'origine végétale est améliorée en quantité et en qualité grâce à un meilleur accès aux facteurs de production et au renforcement des dispositifs de stockage et de transport.
- **Théorie du changement 2.** Les produits alimentaires végétaux d'origine locale sont mieux valorisés sur toute la chaîne de valeur, grâce au renforcement de la recherche sur les filières alimentaires locales et à l'amélioration de la transformation des produits locaux, mais aussi grâce au développement des débouchés pour les produits locaux.
- **Théorie du changement 3.** Les agriculteurs familiaux ont un accès équitable et durable aux facteurs de production et améliorent leurs capacités de commercialisation sur les marchés, ce qui leur permet d'augmenter leur autoconsommation ainsi que leurs revenus.

## **Définition de chemins d'impact fondés sur la pratique des différents sous-secteurs, validation des théories du changement et formulation**

Des chemins d'impact menant aux différents objectifs de changement établis par les TdC ont ensuite été définis pour des sous-secteurs clés de la production végétale (filières riz et manioc). Pour chaque scénario, une analyse de chemins d'impact a donc été menée en prenant en compte des activités de projets et programmes existants dans les pays participants et les leviers de changement établis par les TdC. Cet exercice a permis de valider à travers des exemples pratiques les différentes hypothèses de changement et d'identifier les compromis qui seront nécessaires pour que le changement s'opère.



---

### **Sous-secteur 1. La valorisation de la filière du manioc auprès des ménages ruraux vulnérables (zones subtropicales ou tropicales)**

- L'augmentation qualitative et quantitative de la production de manioc par les ménages ruraux est le résultat d'une amélioration de l'accès au foncier, aux variétés améliorées, aux intrants et à des techniques de production adaptées.
- L'amélioration des techniques de stockage est un facteur déterminant pour préserver la production, car le manioc est une denrée très périssable.
- Le respect des normes hygiéniques et sanitaires par les acteurs lors de la transformation et du conditionnement contribue à limiter les contaminations sur des produits alimentaires tels que l'attiéké et le gari qui sont directement consommés après la vente.
- L'augmentation qualitative et quantitative de la production brute et transformée ne peuvent profiter aux ménages ruraux que s'ils ont accès à des marchés rémunérateurs pour la commercialisation de leurs produits.
- Les actions de sensibilisation à l'introduction de produits dérivés du manioc dans les habitudes culinaires (farine pour le pain, les gâteaux et les biscuits) en milieu urbain peuvent stimuler la demande et augmenter les revenus des producteurs et transformateurs.

### **Sous-secteur 2. La valorisation de la culture maraîchère auprès des ménages ruraux ou péri-urbains vulnérables (zones semi-arides, subtropicales ou tropicales)**

- Les ménages ruraux et péri-urbains augmentent la qualité et la quantité de leur production de fruits et légumes grâce à un meilleur accès à l'eau et à des intrants (engrais, semences et produits phytosanitaires) qui sont homologués et adaptés à la culture maraîchère dans les conditions locales.
- Les produits maraîchers étant généralement très périssables, l'accès des producteurs ruraux à des infrastructures et des techniques adaptées de stockage et au matériel local disponible contribue à réduire de manière efficace et dans des coûts raisonnables les pertes post-récoltes.
- La meilleure structuration de la filière maraîchage, et des producteurs en particulier, permet de négocier des prix plus rémunérateurs à travers les ventes collectives.
- Une meilleure sensibilisation au sein des ménages ruraux et péri-urbains à la valeur nutritive des légumes et aux bonnes pratiques de conservation, de préparation et de cuisson contribue à améliorer l'autoconsommation de fruits et légumes.

### **Sous-secteur 3. La valorisation de la filière du riz auprès des ménages ruraux vulnérables (zones subtropicales ou tropicales)**

- Les ménages ruraux augmentent leur rendement de riz grâce à un meilleur accès physique et économique à des intrants de production (engrais et semences améliorées) de qualité et adaptés, à l'accès aux crédits et à une meilleure maîtrise de l'eau.
- Le développement, par les groupements de producteurs ou des industriels, d'unités de transformation modernes et performantes dans les zones de production, dotées de technologies améliorées, permet de fournir un riz transformé de haute qualité.
- Les actions de promotion des variétés de riz produites localement, auprès des commerçants et des consommateurs, ainsi que le développement de réseaux de boutiques spécialisées dans la vente du riz local, contribuent à assurer un meilleur écoulement du riz des ménages ruraux dans les pôles de consommation urbains.



- 
- Une meilleure sensibilisation des ménages ruraux vulnérables (et en particulier des femmes) aux aspects nutritionnels les incite à employer les revenus générés par la vente du riz brut et/ou transformé pour diversifier leurs régimes alimentaires.

## Formulation de recommandations politiques et programmatiques

Ce processus méthodologique a permis d'établir des premières recommandations politiques et programmatiques pour une meilleure prise en compte de la nutrition dans le secteur de la production végétale:

- Améliorer la production tout en incluant les défis liés à la durabilité des systèmes agricoles et alimentaires.
- Renforcer l'accès aux financements pour les petits producteurs du secteur vivrier et maraîcher sur toute la chaîne de valeur.
- Sécuriser l'accès durable au foncier pour les petits producteurs afin de préserver leurs capacités de production.
- Développer les activités de transformation au niveau territorial, adossées à des PME/PMI performantes, pour une meilleure valorisation de la production agricole locale.
- Garantir la sécurité sanitaire des produits tout le long de la chaîne d'approvisionnement à travers le renforcement et la mise en application des cadres réglementaires.
- Assurer une meilleure intégration des activités entre le maillon de la production et celui de la commercialisation sur les chaînes de valeur.
- Promouvoir des activités de sensibilisation et de communication pour la consommation de produits vivriers locaux à haute valeur nutritive.

Les résultats obtenus ont démontré l'intérêt de ce processus méthodologique pour aider les décideurs politiques et les techniciens à élaborer, **à mettre en œuvre et à évaluer des politiques, des programmes et des interventions qui soient sensibles à la nutrition dans le secteur de la production végétale.**



---

# 1. Introduction à l'approche méthodologique

## 1.1. Approche générale: de la théorie à la pratique

L'intégration des considérations liées à la nutrition et aux régimes alimentaires sains et durables dans les systèmes alimentaires représente un enjeu clé dans les pays d'Afrique subsaharienne. En effet, la prise en compte des enjeux nutritionnels dans les politiques et programmes sectoriels, notamment dans l'agriculture, reste faible en dépit des nombreux efforts consentis par les acteurs des structures étatiques et non étatiques.

Face à ce constat, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et Action contre la faim (ACF) ont initié entre avril et décembre 2020 un processus d'échanges et de dialogues entre les différentes parties prenantes du secteur agricole au niveau national et sous-régional dans un double objectif:

### MESSAGES CLÉS

- Développer une approche méthodologique axée sur le système alimentaire visant à faciliter la prise en compte des enjeux nutritionnels dans les politiques et programmes du secteur de la production végétale.
- Guider les acteurs clés de la production végétale dans la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation de stratégies sectorielles contribuant à l'amélioration de la nutrition.

- Expérimenter un outil méthodologique innovant** pour guider de façon pratique les acteurs des secteurs clés de l'agriculture que sont la production végétale, l'élevage, la foresterie et la pêche et l'aquaculture et développer leurs capacités en matière de formulation, de mise en œuvre et d'évaluation des politiques, programmes et investissements permettant de maximiser l'impact sur la nutrition et d'accélérer les progrès dans la lutte contre la malnutrition. Au cours du processus, il s'est agi de tester et de confirmer l'intérêt de cette approche ayant comme point d'entrée le cadre conceptuel des systèmes alimentaires et alliant la théorie à la pratique, à partir d'expériences concrètes au niveau national et/ou régional dans chaque secteur clé de l'agriculture susmentionné.
- Déterminer des recommandations politiques et programmatiques** communes sur l'intégration de la nutrition dans les secteurs clés de l'agriculture à partir de leur expertise et de leur expérience techniques et institutionnelles dans les pays. Ces recommandations contribuent à soutenir le travail et l'engagement des pays au niveau technique, institutionnel, financier et politique pour la réduction de la malnutrition et la promotion de régimes alimentaires sains et durables (FAO et OMS, 2020). Elles préparent le terrain pour l'intégration d'interventions agricoles sensibles à la nutrition au sein des programmes, des politiques et des projets nationaux, régionaux et locaux en s'appuyant sur une approche holistique des systèmes alimentaires.

La présente note d'orientation passe en revue les résultats du processus de consultations conduit sur **le secteur de la production végétale dans sept pays francophones d'Afrique subsaharienne**<sup>1</sup>. Elle a été élaborée sur la base d'une approche participative et consultative avec les acteurs locaux, nationaux et sous-régionaux de la sécurité alimentaire et du secteur de la production végétale (ministères et structures étatiques, organisations non gouvernementales nationales et internationales, agences spécialisées, scientifiques et universitaires, etc.; voir l'annexe 1). Cette note présente d'une part, l'approche méthodologique adoptée en décrivant chaque étape de ce processus innovant; et d'autre part, les principaux résultats techniques qui en ressortent. Les recommandations politiques et programmatiques issues du processus de consultations sont présentées dans la partie conclusive de la note.

---

<sup>1</sup> Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, République démocratique du Congo, Sénégal, Tchad.

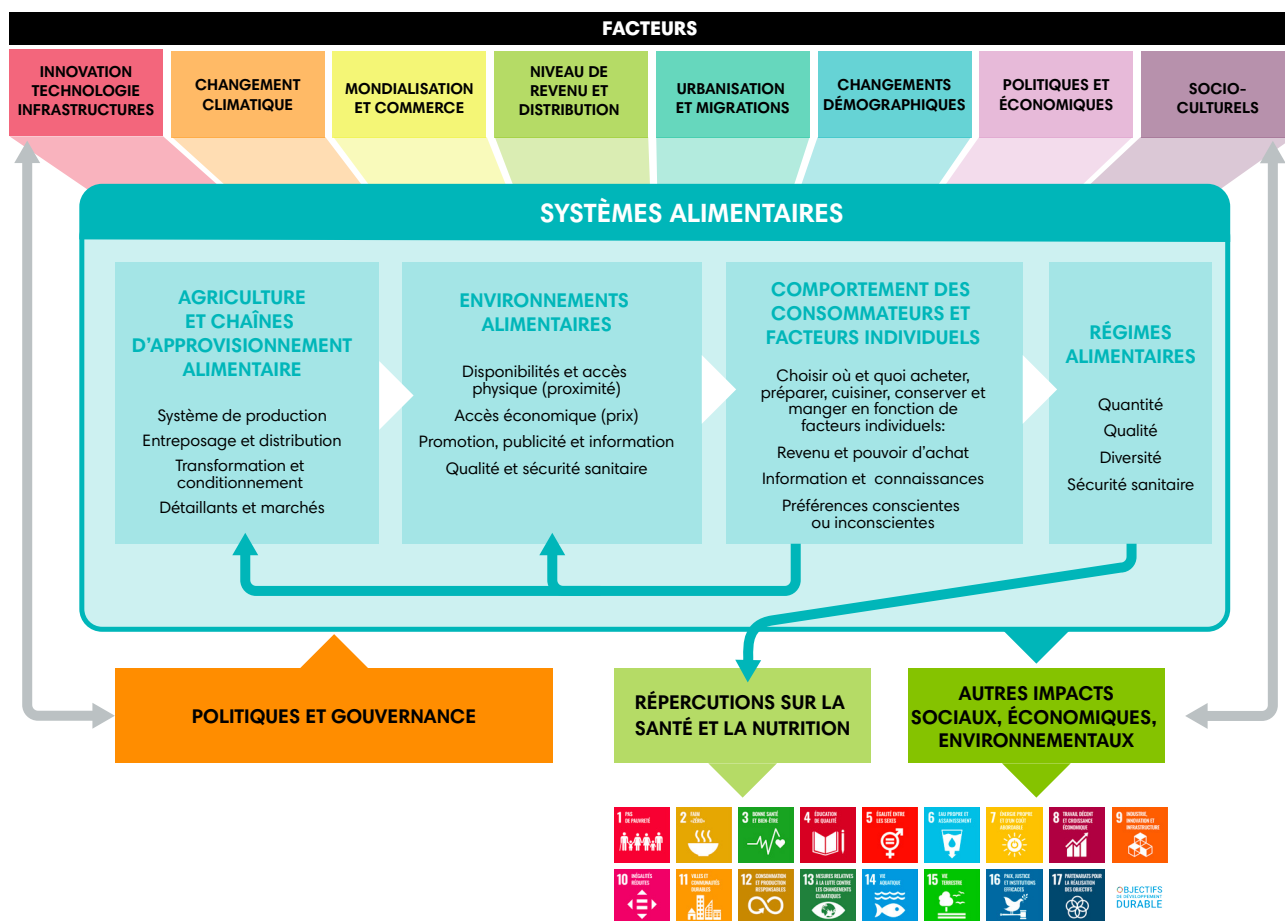


## 1.2. Concepts et outils méthodologiques

### Point d'entrée de l'analyse: les systèmes alimentaires

Le cadre conceptuel des systèmes alimentaires<sup>2</sup> développé par le Groupe d'experts de haut niveau (HLPE, 2017) a servi de point d'entrée pour l'ensemble des différentes analyses réalisées dans le processus de consultation. Il représente trois principales composantes, à savoir: i) les chaînes d'approvisionnement alimentaire; ii) les environnements alimentaires; et iii) le comportement des consommateurs. Ces composantes font partie des principaux éléments de construction des régimes alimentaires et influencent fortement les résultats en matière de nutrition et de santé des populations. Elles peuvent être influencées par cinq grandes catégories de facteurs: biophysiques et environnementaux; innovation/technologie/infrastructures; politiques, économiques socioculturels; et démographiques. Les composantes des systèmes alimentaires et les interactions existantes entre elles et d'autres systèmes (santé, énergie, transport, etc.) sont décrites dans le cadre conceptuel des systèmes alimentaires (voir la figure 1).

Figure 1. Cadre conceptuel des systèmes alimentaires



Source: Adaptation du Cadre conceptuel des systèmes alimentaires développé par le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (FAO, Rome, 2017).

<sup>2</sup> Selon le HLPE (2014), un système alimentaire est constitué de l'ensemble des éléments (environnement, individus, apports, processus, infrastructures, institutions, etc.) et des activités liées à la production, à la transformation, à la distribution, à la préparation et à la consommation des denrées alimentaires, ainsi que du résultat de ces activités, notamment sur les plans socioéconomique et environnemental. Les systèmes alimentaires comprennent tous les produits alimentaires issus de la production végétale et animale, de la foresterie, de la pêche et de l'aquaculture, ainsi que des environnements économiques, sociétaux et naturels dans lesquels ces divers systèmes de production sont intégrés. Un système alimentaire est dit durable lorsqu'il garantit la sécurité alimentaire et nutritionnelle des générations présentes tout en préservant celle des générations futures, en prenant en compte tous les aspects de la durabilité, de la production agricole à la consommation des denrées alimentaires.



---

Il présente l'avantage de mettre l'accent sur: i) l'importance de l'environnement alimentaire; ii) le rôle des régimes alimentaires; iii) l'impact des systèmes alimentaires sur les trois dimensions du développement durable.

### Les outils méthodologiques: théorie du changement et chemins d'impact

Les outils méthodologiques pour l'analyse sectorielle au centre du processus de consultation sont la **théorie du changement «sensible» à la nutrition et les chemins d'impact associés, basés sur le cadre conceptuel des systèmes alimentaires.**

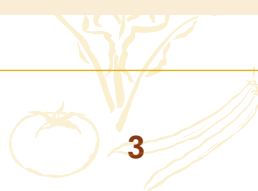
**Qu'est-ce qu'une théorie du changement (TdC) et les chemins d'impact qui y sont associés?** La théorie du changement décrit pourquoi et comment une intervention pourrait contribuer à produire un changement escompté dans un contexte précis et à un moment donné. Elle présente une vision globale et théorique d'un ensemble de chemins d'impact (chaîne de résultats) (Mayne, J. 2017) qui pourraient mener à ce changement escompté en présentant les liens existants entre les extrants de l'intervention et les impacts à atteindre à moyen et long termes (Douthwaite *et al.*, 2007).

**Quel lien entre la théorie du changement (TdC) et les chemins d'impact associés?** Ces chemins d'impact décrivent les séquences partant des activités aux impacts finaux, ainsi que les liens de causalité entre ces étapes permettant d'atteindre les changements attendus.

**Comment la théorie du changement et les chemins d'impact associés peuvent-ils aider à concevoir des politiques et programmes visant à réduire la malnutrition et promouvoir des régimes alimentaires sains et durables?** La TdC et les chemins d'impact associés aident à identifier les points d'entrée clés et les changements à mettre en œuvre tout au long de la chaîne de valeur d'un secteur spécifique (dans ce cas, celui de la production végétale) sur la base de problèmes spécifiques identifiés. Les changements nécessaires sont analysés en tenant compte des opportunités mais également des compromis potentiels. L'adoption d'une approche axée sur le cadre conceptuel des systèmes alimentaires, implique que l'ensemble des éléments qui le composent soient analysés, depuis l'offre jusqu'à l'environnement alimentaire en passant par le comportement des consommateurs et les influences des facteurs externes.

### DÉFINITION DES CONCEPTS CLÉS:

- **Diversification alimentaire:** activités destinées à maximiser la disponibilité d'aliments nutritifs plus abondants et plus variés.
- **Diversité alimentaire:** la diversité alimentaire est une mesure qualitative de la consommation alimentaire, qui rend compte de la variété des aliments auxquels les ménages ont accès; elle constitue au niveau individuel une mesure approchée de l'adéquation nutritionnelle du régime alimentaire (FAO, 2013).
- **Cultures maraîchères:** production de légumes de façon professionnelle à des fins d'alimentation et/ou de commercialisation.
- **Secteur du vivrier:** ce secteur regroupe l'ensemble des végétaux admis comme sources alimentaires par les populations. Les produits vivriers sont généralement repartis en deux catégories: les aliments de base (racines et tubercules, céréales) et les aliments pour les sauces et les condiments (légumineuses, oléagineux, fruits et légumes).



## FIGURE 2. PRINCIPALES ÉTAPES POUR LA FORMULATION DE LA THÉORIE DU CHANGEMENT «SENSIBLE» À LA NUTRITION ET DES CHEMINS D'IMPACT ASSOCIÉS

### ÉTAPE 1. ANALYSE CONTEXTUELLE SECTORIELLE

- Revue scientifique
- Identification dans chaque pays participant des parties prenantes sectorielles
- Identification des contraintes et défis sectoriels sur la base du cadre conceptuel des systèmes alimentaires
- Validation de l'analyse contextuelle sectorielle avec les parties prenantes

### ÉTAPE 2. DÉVELOPPEMENT DES THÉORIES DU CHANGEMENT

- Définition de priorités sectorielles à prendre en compte dans les théories du changement
- Recensement des théories du changement potentielles pour chaque priorité sectorielle

### ÉTAPE 3. DÉFINITION DES CHEMINS D'IMPACT BASÉS SUR LA PRATIQUE

- Identification des sous-secteurs prioritaires
- Recensement des politiques et actions existantes dans chaque sous-secteur
- Définition des chemins d'impact basés sur la pratique à la lumière des activités existantes

### ÉTAPE 4. VALIDATION DE LA THÉORIE ET PRATIQUE DU CHANGEMENT

- Évaluation des hypothèses et compromis
- Consolidation des théories du changement sur la base des chemins d'impact
- Identification des indicateurs nécessaires pour mesurer les changements escomptés
- Atelier de validation avec les parties prenantes

## 2. Les étapes clés du processus méthodologique

L'approche méthodologique proposée allie la théorie à la pratique à travers le développement de la théorie du changement sectorielle ainsi que des chemins d'impact sous-sectoriels. Pour ce faire, elle se décline en quatre (4) étapes principales guidées par un processus d'échanges et de dialogues entre les différentes parties prenantes du secteur de la production végétale au niveau national et sous-régional (voir la figure 2).

Chacune de ces étapes sera présentée de façon détaillée dans les sous-chapitres de la présente note d'orientation sur le secteur de la production végétale.

### 2.1. Étape 1. Analyse contextuelle du secteur de la production végétale pour la sécurité alimentaire et la nutrition

#### 2.1.1. Principales conclusions de la revue de littérature

Ce sous-chapitre présente les principales conclusions de la revue de littérature<sup>3</sup> sur le secteur de la production végétale réalisée à la première étape de ce processus. Elle souligne les principaux liens entre le secteur de la production végétale, les régimes alimentaires et la nutrition, en se basant sur le cadre conceptuel des systèmes alimentaires.

#### Liens entre production végétale, régimes alimentaires et nutrition

Les cultures vivrières sont l'une des principales sources de macronutriments et micronutriments

#### REVUE DE LITTÉRATURE SCIENTIFIQUE

La revue de littérature est réalisée en trois grandes étapes:

1. L'élaboration d'un tableau récapitulatif des documents clés sur le secteur de la production végétale et leurs principales conclusions.
2. L'identification des éléments de preuve contenus dans la documentation sur l'impact de la production végétale sur la sécurité alimentaire et la diversification des régimes alimentaires.
3. La catégorisation des éléments de preuve identifiés sur la base des principales composantes du cadre conceptuel des systèmes alimentaires et du modèle de chemin d'impact.

<sup>3</sup> L'intégralité de la revue de la littérature est disponible en suivant ce lien: [www.fao.org/documents/card/fr/c/cb5564fr](http://www.fao.org/documents/card/fr/c/cb5564fr)



---

spécifiques: les céréales, les racines et les tubercules apportent des calories à l'organisme humain, les fruits apportent des glucides et des vitamines hydrosolubles et les légumes sont d'importantes sources de minéraux et de vitamines permettant de lutter contre plusieurs maladies (maladies cardiovasculaires et obésité). Plusieurs facteurs sont déterminants pour que le secteur de la production végétale joue pleinement son rôle pour contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations. Le premier facteur est **la diversification alimentaire**, qui est indispensable pour lutter contre plusieurs maladies et affections, telles que le retard de croissance des enfants. Pour favoriser cette diversification, plusieurs déterminants sont à prendre en compte au niveau du système de production: la diversification du système de production, l'inclusion de cultures à haute qualité nutritive et à haute valeur marchande pour l'amélioration des revenus des ménages agricoles, et la gestion durable de la fertilité des sols pour de meilleurs rendements. En ce qui concerne la diversification du système de production, l'inclusion des fruits et légumes dans la production (y compris les légumes-feuilles et les légumes africains locaux) peut contribuer à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, au regard de la disponibilité et de la consommation mondiale de fruits et légumes qui restent faibles (Mason-D'Croz *et al.*, 2019). Le facteur suivant est **l'amélioration de l'accès aux marchés**. Elle favorise un meilleur accès des ménages aux aliments et à un régime alimentaire stable, en réduisant leur dépendance à leur propre production agricole, en particulier dans les zones où cette production est instable. Enfin, **la biofortification basée sur la sélection végétale conventionnelle** peut contribuer à améliorer la quantité de vitamines et de micronutriments disponibles dans certaines cultures spécifiques. Cependant, plusieurs défis majeurs sont à relever pour une utilisation généralisée des cultures biofortifiées: démontrer leurs avantages nutritionnels et leur rentabilité par rapport à la promotion de la production diversifiée d'aliments frais par les ménages, promouvoir leur utilisation dans la lutte contre les carences nutritionnelles, améliorer la perception et l'adoption par le public de produits biofortifiés (De Brauw *et al.*, 2018).

## **Le secteur de la production végétale et les systèmes alimentaires**

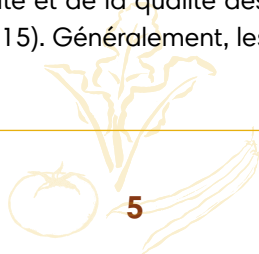
### **i. Les chaînes d'approvisionnement alimentaire**

De multiples facteurs sont essentiels à la production des cultures vivrières et à l'amélioration de leur contribution à la nutrition: les actifs des ménages, la propriété et l'utilisation des terres, les intrants agricoles, etc. Par exemple, les techniques de **cultures intercalaires et de rotation des cultures** permettent d'améliorer la fertilité des sols, ce qui contribue à réduire les dépenses des agriculteurs en intrants chimiques, et donc les risques sanitaires liés à l'utilisation de ces produits. L'existence de banques de semences et l'accès des ménages à ces semences peuvent améliorer la diversification de la production.

En ce qui concerne les volets du stockage et de la transformation, la chaîne d'approvisionnement alimentaire basée sur les cultures vivrières est confrontée à plusieurs défis, notamment le manque de disponibilité d'infrastructures de transport ainsi que d'équipements de stockage et de transformation. Ces contraintes constituent des facteurs de pertes alimentaires à la fois quantitatives et qualitatives, en particulier pour les fruits et légumes (FAO, 2020). Un autre défi transversal au sein de la chaîne d'approvisionnement est **la sécurité sanitaire des denrées vivrières**. De mauvaises conditions de stockage et d'hygiène peuvent conduire à diverses formes de contaminations, y compris la contamination par les mycotoxines (Garcia-Cela *et al.*, 2019). Quant à l'entreposage et à la conservation, les technologies de gestion des pertes post-récolte et les systèmes de récépissés d'entreposage permettent de réduire ces pertes et de stocker les excédents de la production alimentaire. De meilleures conditions de conservation et d'emballage des produits contribuent également à réduire les pertes alimentaires, mais les investissements font défaut pour les industries de ce secteur dans les pays africains.

### **ii. L'environnement alimentaire**

Dans le cas des cultures vivrières, **le prix des aliments et le pouvoir d'achat des consommateurs** sont les deux principaux déterminants de la quantité et de la qualité des aliments mis sur le marché et achetés par les consommateurs (Herforth et Ahmed, 2015). Généralement, les cultures vivrières riches en micronutriments



---

(fruits et légumes, par exemple) sont souvent plus chères que les cultures vivrières et les denrées alimentaires de base (Institut international de recherche sur les politiques alimentaires – IFPRI, 2020). Ces aliments à forte valeur nutritionnelle sont difficilement échangeables (en particulier ceux qui sont hautement périssables). En conséquence, leur prix est influencé par des facteurs tels que les conditions de stockage, de transport et de sécurité sanitaire (Headey et Alderman, 2019). Les programmes de filets de sécurité (transfert de nourriture et coupons en espèces) peuvent permettre aux ménages de contourner la barrière du prix et d'accéder à ces aliments (Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition, 2017), tandis qu'un système de taxation efficace en faveur des consommateurs peut également rendre les aliments riches en micronutriments plus abordables et plus accessibles.

### iii. Le comportement des consommateurs

L'analyse de l'impact de **l'éducation nutritionnelle** sur la nutrition permet d'identifier les actions à mener pour améliorer les choix alimentaires et la préparation des produits vivriers. L'éducation nutritionnelle à l'endroit des jeunes à travers les réseaux sociaux au sein des communautés urbaines et rurales, ainsi que les démonstrations culinaires et l'intégration de l'éducation nutritionnelle dans les programmes scolaires, sont autant d'activités qui peuvent être réalisées pour atteindre cet objectif.

### **Vulnérabilités, pauvreté et déterminants de la malnutrition au sein de ces populations**

Les agriculteurs familiaux constituent généralement les groupes les plus vulnérables du secteur de la production végétale en Afrique subsaharienne. Ils ont habituellement un accès limité à la terre, aux intrants agricoles, aux itinéraires techniques agricoles et aux services de vulgarisation, ainsi qu'aux systèmes d'information sur les marchés et climatiques (Thomas J., David M., Elliot M., 2010). L'incidence et la prévalence de la pauvreté et de la malnutrition sont souvent plus élevées parmi les petits producteurs agricoles du fait de nombreux facteurs: faible productivité agricole, accès limité aux services financiers et au marché pour la vente des excédents de production agricole et l'achat des intrants agricoles, aspects sociaux et culturels, politiques agricoles et économiques non favorables, etc. (FAO, 2020). De plus, les femmes sont plus vulnérables au sein de ces communautés.



## 2.1.2. Défis et contraintes du secteur sous le prisme des systèmes alimentaires

Cette deuxième partie présente les principales conclusions de l'analyse contextuelle du secteur de la production végétale en Afrique francophone, réalisée à l'étape 1 de ce processus. Les pays directement concernés par les enjeux présentés ci-dessous sont signalés entre parenthèses.

### Au niveau des chaînes d'approvisionnement

#### i. Sur la production

Depuis plusieurs décennies, des progrès remarquables ont été réalisés dans les pays étudiés sur toutes les filières, en termes d'augmentation de la productivité et de la production alimentaire. Cependant, cet essor de la production est fortement tributaire de l'augmentation des superficies cultivées. Les rendements restent encore en deçà du potentiel existant, en dépit des politiques et des stratégies mises en œuvre par les États et leurs partenaires.

L'un des principaux enjeux partagés par les parties prenantes aux consultations est celui du **renforcement de l'accès à des intrants de qualité et aux équipements agricoles, ainsi qu'aux itinéraires techniques de production agricole durable**. Pour les pays mettant en œuvre des politiques de subvention des intrants, un défi majeur reste le ciblage efficace des ménages agricoles les plus vulnérables, et le développement de l'agriculture familiale. L'accent a été mis sur la nécessité de cibler en particulier les communautés agricoles les plus reculées (Mali) pour lesquelles l'accès aux intrants est problématique. **Une plus grande vulgarisation des paquets techniques et technologiques** (déjà disponibles) pour certaines filières encore peu ciblées (notamment les filières maraîchères), associée au **renforcement des capacités des producteurs à adopter de bonnes pratiques agricoles** (utilisation de semences améliorées, diffusion/adoption de technologies innovantes) pour une agriculture durable et résiliente, est également essentielle pour l'amélioration des rendements (Côte d'Ivoire, Mali). Ces paquets techniques doivent être adaptés aux diverses zones agro-écologiques et inclure une meilleure prise en compte des réalités socioculturelles et des savoirs locaux dans les processus de création et de diffusion/vulgarisation de ces technologies. En ce qui concerne les semences, la plupart des pays disposent généralement de filières semencières déjà en place et/ou émergentes. Mais pour un approvisionnement régulier des acteurs en semences de qualité et en quantité, il faut d'abord relancer les centres d'adaptation et de production de semences améliorées ainsi que les banques de semences locales (en République démocratique du Congo).

## ANALYSE CONTEXTUELLE SECTORIELLE

L'analyse contextuelle utilise l'approche des systèmes alimentaires à partir de trois composantes (chaînes d'approvisionnement, environnement alimentaire et comportement des consommateurs) et des différents facteurs transversaux pouvant affecter ces systèmes. L'analyse a été élaborée de façon participative à travers la réalisation de consultations avec les parties prenantes multisectorielles issues des sept pays participants (ministères et structures étatiques, ONG/OSC nationales et internationales, partenaires techniques et financiers) et en se basant sur des questions directrices reprenant la structure du cadre conceptuel des systèmes alimentaires. Les participants ont identifié, priorisé puis validé pour chacune des composantes du système alimentaire, des enjeux et défis transversaux pouvant permettre à la production végétale d'améliorer la sécurité alimentaire et la diversification des régimes alimentaires. L'équipe du projet a par la suite comparé les différentes priorités nationales afin d'identifier des priorités sectorielles communes à l'ensemble des sept pays et transversales aux trois composantes du système alimentaire.



1. **Décrire le contexte du secteur de la production végétale au niveau régional, national ou local.**
2. **Hiérarchiser les enjeux concernant le secteur qui pourraient avoir un impact sur la nutrition.**
3. **Identifier les défis et opportunités du secteur de la production végétale pour améliorer la nutrition et les régimes alimentaires.**



**Annexe 1:** Questions directrices reprenant la structure du cadre des systèmes alimentaires.



---

Le deuxième enjeu est celui de **l'accès équitable à un foncier sécurisé** pour les producteurs agricoles. Des pressions importantes persistent pour l'accès à la ressource foncière du fait de l'urbanisation galopante et non maîtrisée, couplée au phénomène de l'accaparement des terres. Les conséquences sont la réduction des espaces agricoles et l'exacerbation des conflits fonciers au niveau des communautés locales. Cet enjeu est encore plus marqué chez certaines couches sociales (les jeunes et les femmes) en milieu rural. Dans les pays où des cadres réglementaires et juridiques pertinents et efficaces sur le foncier ont été définis, leur mise en pratique sur le terrain doit encore être renforcée (Burkina Faso, Mali). Dans d'autres pays (Mauritanie, RDC), le défi réside dans le renforcement des systèmes d'accès aux ressources foncières et de gouvernance, notamment à travers des réformes foncières pour l'harmonisation des régimes juridiques (occidental et traditionnel)<sup>4</sup> et la définition de modes de mise en œuvre adaptés.

**La gestion efficace des ressources en eau** est essentielle dans une perspective de développement des systèmes d'agriculture irriguée. Au niveau des aménagements hydroagricoles existants, il se pose avec acuité les défis du renforcement de la qualité des ouvrages hydrauliques et de leur gestion pour garantir des niveaux de production optimaux, notamment pour les filières céréalières (Burkina Faso, Mali, Sénégal). Le développement des petits périmètres irrigués et de la petite irrigation à partir de l'eau souterraine dans les zones rurales est déterminant pour l'essor du sous-secteur du maraîchage, à travers la mise en place des périmètres maraîchers (Burkina Faso, Côte d'Ivoire), la bonne gestion de ceux-ci et leur entretien optimal.

La promotion de **la diversification de la production et des systèmes de production** a également été identifiée comme un défi majeur. Les enjeux se situent autour de la diffusion de variétés de légumes hautement nutritives, comme les feuilles de moringa et de baobab, ainsi que de cultures telles que les patates douces à chair orangée, riches en vitamine A, dans les systèmes de production (Burkina Faso). Ils portent aussi sur le développement de systèmes de production maraîchère dans les zones urbaines et péri-urbaines, et la pratique du potager sur de petites parcelles à proximité des habitations dans les ménages ruraux (Côte d'Ivoire).

L'amélioration de l'accès aux facteurs de production va également de pair avec des **financements en faveur des producteurs agricoles**. Les principaux défis à relever dans ce domaine sont la mise en place de mécanismes innovants/adaptés aux besoins de financement du secteur, ainsi que l'accompagnement du secteur bancaire de la part de l'État pour lever les goulots d'étranglement qui entravent l'investissement agricole. Un autre défi majeur est **l'accessibilité des femmes aux ressources de production agricole**, ayant pour corollaire le renforcement des capacités des organisations féminines existantes, ainsi que l'accès des femmes à des technologies de production diminuant la pénibilité du travail. La réduction de la charge de travail pour les femmes est en effet un aspect important à prendre en compte, en particulier en milieu rural, où elles portent la triple charge des tâches ménagères et des travaux agricoles et non agricoles. La mise au point de technologies de production agricole permettant d'économiser du temps et de la force de travail pourrait contribuer à améliorer le temps consacré par les femmes aux soins domestiques (notamment ceux liés aux enfants, à l'alimentation, etc.).

En plus des points précédents, d'autres enjeux ont été évoqués par les parties prenantes. Il s'agit, entre autres, de l'amélioration de la gouvernance des ressources au niveau local pour limiter les conflits entre agriculteurs et éleveurs (Mauritanie, Sénégal), de la préservation de la base productive à travers la restauration des sols (Sénégal), et de la redynamisation des services de vulgarisation et d'encadrement technique (République démocratique du Congo).

---

<sup>4</sup> Les systèmes de droits fonciers traditionnels (ou coutumiers) ont longtemps prévalu dans la gouvernance des ressources foncières au sein des communautés en milieu rural. Après les indépendances, la législation foncière (dite moderne ou d'inspiration occidentale) a connu de nombreuses évolutions, marquée par la volonté des États de centraliser la gestion des ressources foncières sans une véritable articulation avec le droit foncier coutumier. Face aux nombreux conflits suscités dans ce contexte, de nombreux acteurs prônent une législation accordant aux droits fonciers traditionnels une valeur juridique équivalente à la législation foncière moderne, et une meilleure implication des communautés locales dans la gouvernance des ressources foncières. (Pour aller plus loin: [www.fao.org/3/a-i5449f.pdf](http://www.fao.org/3/a-i5449f.pdf))





## ii. Sur l'entreposage et la distribution

L'un des enjeux majeurs est le **développement/renforcement des infrastructures et des équipements de stockage** pour une meilleure gestion des activités post-récolte et la limitation des pertes post-récolte, en particulier celles des produits périssables comme les fruits et les légumes (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali). Le deuxième enjeu souligné est celui du **renforcement des capacités des acteurs en ce qui concerne les techniques de stockage** (Burkina Faso, Côte d'Ivoire). Toujours en lien avec ce point, les défis liés à la prise en compte des critères d'hygiène sanitaire, à travers le respect des **normes hygiéniques et sanitaires** dans les lieux et bâtiments de stockage, en particulier chez les petits producteurs, en vue de limiter les contaminations (cas d'aflatoxines) sont également prégnants (Mauritanie). Une autre contrainte à laquelle les petits producteurs font face pour améliorer le stockage de leurs produits au sein de leurs groupements/coopératives est celui de **la difficulté d'accès aux financements** (par exemple, les micro-crédits au Burkina Faso). La prise en compte de ce problème est essentielle pour faciliter l'acquisition du matériel et des équipements adéquats pour le stockage. Les petits producteurs doivent également pouvoir disposer de fonds de roulement suffisants pour améliorer leurs stratégies de commercialisation. Un autre défi est celui de **la structuration/professionnalisation des filières vivrières** (Côte d'Ivoire). En raison de la faible organisation des acteurs de ces filières, les aspects sociaux et techniques qui seraient susceptibles de renforcer le maillon de l'entreposage ne sont pas suffisamment pris en compte par l'État ni par les partenaires techniques et financiers. L'efficacité du système de distribution est fortement tributaire d'un système de transport adéquat. Dans un contexte de faible structuration des acteurs sur ce maillon, le principal enjeu selon ces acteurs (Burkina Faso) réside dans **le renforcement de l'organisation du système de transport des produits agricoles**.



---

### iii. Sur la transformation et le conditionnement

Le premier enjeu est le **renforcement des infrastructures et des équipements de transformation** (Burkina Faso et Côte d'Ivoire) à travers la réduction de leurs coûts (via des subventions, par exemple). Dans certains pays où l'accès à l'énergie reste un défi important, la mise en place de soutiens pour faciliter l'accès à l'électricité ou à d'autres sources d'énergie dans certaines zones rurales doit également être prise en compte en vue de garantir le fonctionnement optimal des entreprises de transformation. La promotion de technologies innovantes pour la transformation des produits d'origine végétale est aussi au centre des préoccupations des acteurs qui souhaiteraient augmenter la valeur ajoutée de ces produits (Burkina Faso et Mauritanie). La vulgarisation de ces technologies doit être renforcée en concertation avec les structures de recherche. Sur ce point, une attention particulière devra être accordée aux groupements de femmes pour améliorer leur accès aux technologies de transformation associées à une faible pénibilité du travail et à des économies de temps.

Une autre priorité est l'augmentation des **investissements privés pour la promotion des petites et moyennes entreprises/petites et moyennes industries (PME/PMI) de transformation** (Burkina Faso, Côte d'Ivoire). Alors que l'environnement des affaires reste peu incitatif, de nombreuses microentreprises du secteur de la transformation font faillite ou se maintiennent dans l'économie informelle, avec des procédés traditionnels peu efficaces faute d'investissements adéquats. La résolution de ce problème passe par la création d'un environnement institutionnel, législatif et financier incitatif pour les investissements privés dans le secteur de la transformation des produits d'origine végétale. Dans la filière fruits et légumes, le volet de la transformation est encore peu développé, alors que la haute périssabilité de ces produits entraîne d'importantes pertes post-récolte. Pour le développement de ce maillon, **le renforcement des capacités des acteurs pour la transformation des produits d'origine végétale**, en particulier les fruits et légumes, devra être pris en compte, avec notamment la mise en place de formations spécifiques dans les filières stratégiques pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (Côte d'Ivoire). La mise en place de **normes de qualité sanitaire et d'hygiène**, ainsi que le respect de ces normes par les acteurs de la transformation, sont des enjeux majeurs pour la préservation de la qualité sanitaire et nutritionnelle des produits agro-alimentaires (Burkina Faso).

Sur le plan du conditionnement, le principal enjeu qui se pose a trait aux **questions d'emballage** (tant en termes de qualité et de coût que de disponibilité), avec notamment le défi de créer et de soutenir un pool d'entreprises de fabrication d'emballages pour les produits transformés au niveau national et sous-régional, afin de répondre à la demande tant qualitative (respect des normes internationales pour éviter les contaminations) que quantitative (Burkina Faso).

### iv. Sur la commercialisation

Dans certaines zones, le principal problème est le manque de **lieux et d'infrastructures de commercialisation** adaptés (respect des normes sanitaires et d'hygiène) et sécurisés (surtout dans les zones où les conflits sont récurrents). En plus du développement de ces différentes infrastructures de transport et de commercialisation, un axe essentiel d'intervention est le renforcement des **capacités stratégiques et opérationnelles** des acteurs les plus vulnérables que sont les agriculteurs familiaux (avec une attention particulière aux femmes et aux jeunes) sur les marchés. En effet, ils sont parfois en position défavorable sur ces marchés du fait de leur manque d'organisation et de leurs faibles capacités de négociation. La promotion de l'agriculture contractuelle (entre grossistes et groupements de producteurs), du warrantage<sup>5</sup>, de l'entrepôt collectif et de la tierce détention, de même que le développement des systèmes d'information sur les marchés des produits et leur meilleure

---

<sup>5</sup> Le warrantage, ou crédit stockage, est un système de crédit rural qui consiste, pour une organisation paysanne (OP) et/ou ses membres, à obtenir un prêt en mettant en garantie un produit agricole non périssable (mil, sorgho, riz, maïs, sésame, gombo, arachide, etc.) susceptible d'augmenter de valeur. Ce système de crédit collectif octroyé aux groupements, d'une durée de six à huit mois, est basé sur le principe de nantissement des stocks de produits agricoles. Cet accord de sûreté régissant le crédit entre les deux parties prenantes stipule qu'en cas d'impayés de la part des groupements, le partenaire financier sera en droit de vendre lui-même le produit stocké en garantie afin de récupérer son dû. Cependant, la valeur du stock de produits agricoles est censée augmenter entre le dépôt et le moment du déstockage à la période de soudure, lorsque les greniers familiaux sont vides et la demande sur le marché est forte. (FAO, 2012. [www.fao.org/3/aq215f/aq215f.pdf](http://www.fao.org/3/aq215f/aq215f.pdf))



---

accessibilité aux petits producteurs, sont autant de défis à relever dans ce domaine. Face à l'essor de la grande distribution (supermarchés, hypermarchés et supérettes) notamment dans les centres urbains, la pénétration de ce segment de marché pour la promotion des produits locaux nutritifs devient un enjeu non négligeable pour les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Certains pays, tels que la Côte d'Ivoire, soulignent la nécessité de créer des boutiques spécialisées pour le commerce de ces produits et de ne pas se limiter à la promotion de ces produits maraîchers locaux au niveau de la grande distribution. D'autres enjeux tels que **la définition de normes de qualité pour les produits et la sécurisation du marché local**, au moyen de mesures de régulation des importations et des exportations de produits alimentaires, sont également à prendre en compte (Burkina Faso).

## Au niveau des environnements alimentaires

### i. Accessibilité économique

Le principal enjeu souligné pour l'amélioration de l'accès économique aux produits d'origine végétale, en particulier pour les petits producteurs qui dépendent en partie des marchés pour leur approvisionnement alimentaire, est le renforcement de **la compétitivité/professionnalisation des petits producteurs** pour améliorer les revenus dans le secteur agricole (Côte d'Ivoire).

### ii. Sécurité sanitaire

Sur le plan de la sécurité sanitaire, l'un des principaux enjeux est celui de **la réduction/l'élimination des résidus chimiques** liés à l'utilisation abusive et/ou non raisonnée des intrants chimiques. Le renforcement de la sécurité sanitaire face à l'utilisation abusive des intrants chimiques reste donc essentiel (Burkina Faso, Sénégal). L'application rigoureuse des textes législatifs sur la gestion des pesticides (contrôle et saisie des pesticides non homologués), assortie d'actions de formation/sensibilisation pour une utilisation plus raisonnée des intrants chimiques, peut grandement contribuer à résoudre ces problèmes. La sécurité sanitaire des aliments doit être renforcée par **la promotion des pratiques d'agriculture durable et de l'agroécologie**, garantes à la fois de la qualité nutritionnelle (du fait de la diversification de la production) et de la sécurité sanitaire des aliments (du fait de l'utilisation d'intrants agricoles biologiques). L'accompagnement pour **la création/le fonctionnement de structures de contrôle de la qualité sanitaire** des produits alimentaires est également un défi majeur à relever (Côte d'Ivoire).

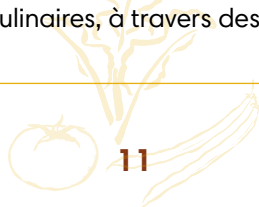
### iii. Disponibilité et accès physique

Pour l'amélioration de la disponibilité et de l'accès physique aux produits alimentaires d'origine végétale, deux principaux enjeux ont été identifiés. Le premier a trait à **la disponibilité des infrastructures et des moyens d'acheminement et de transport** des produits, des lieux de production vers les lieux de consommation/distribution (République démocratique du Congo). En effet, le manque d'infrastructures est un important frein pour la distribution des produits alimentaires (en particulier certains tubercules et racines, et fruits et légumes hautement périssables) surtout dans des zones éloignées des centres urbains et pour certaines communautés géographiquement isolées. En Afrique de l'Ouest où les institutions régionales et les États mettent en place des **dispositifs de stockage pour la sécurité alimentaire**, le bon fonctionnement de ces dispositifs représente le deuxième enjeu le plus important (Burkina Faso). En effet, ces systèmes de stockage ont pour objectif, entre autres, d'améliorer l'accès physique aux produits en cas de crise. Pour que cet objectif soit pleinement atteint, il faut tenir compte de plusieurs défis en lien avec la coordination et l'animation du dispositif national de sécurité alimentaire et nutritionnelle, d'une part, et, d'autre part, le renforcement des capacités de stockage par le biais de la création d'infrastructures, ainsi que de la constitution, la reconstitution et le maintien des stocks de sécurité alimentaire à leurs niveaux conventionnels.

## Au niveau du comportement des consommateurs

### i. Sur l'éducation et la sensibilisation nutritionnelle à l'échelle communautaire

Le principal enjeu consiste à faire évoluer **le comportement des consommateurs** (notamment dans les communautés peu sensibilisées et informées et au sein des groupes les plus vulnérables) en ce qui concerne leurs choix alimentaires et leurs pratiques culinaires, à travers des actions telles que:



- La promotion de l'éducation nutritionnelle (parents, enfants, enseignants, moniteurs, etc.)
- La sensibilisation des petits exploitants familiaux à l'autoconsommation, en particulier pour les produits à haute valeur nutritive (Burkina Faso)
- L'amélioration de la diffusion des supports pédagogiques sur les bonnes pratiques alimentaires et leur mise en pratique, notamment auprès des services de conseil et de vulgarisation agricole et rurale (Mali)
- La sensibilisation aux bonnes pratiques à travers les groupements des femmes, au moyen de boîtes à image en langues locales (Côte d'Ivoire)

## ii. Sur la préparation de la demande/les normes

Le premier défi est celui de **l'élaboration de cadres réglementaires nationaux régissant les normes des produits alimentaires**, gage de la qualité sanitaire et de l'hygiène des produits vivriers vendus aux consommateurs (Burkina Faso). Une fois ces cadres réglementaires définis et adoptés, le second enjeu est celui du **renforcement des capacités des acteurs** (en particulier ceux des services publics) à promouvoir les normes et à les faire respecter sur toute la chaîne de valeur, depuis le producteur jusqu'au consommateur.

## 2.2. Étape 2. Développement de la théorie du changement autour de priorités définies

### 2.2.1. Identification de priorités du secteur propres au processus

Le croisement des priorités définies pour chaque pays et pour chaque composante à la suite de l'analyse contextuelle a conduit à la définition de trois priorités globales pour le secteur de la production végétale:

- Priorité 1. Rendre disponible les produits alimentaires d'origine végétale en qualité et en quantité
- Priorité 2. Valoriser les produits végétaux locaux sur toute la chaîne de valeur
- Priorité 3. Renforcer l'accès aux moyens de production durables pour les agriculteurs familiaux

### 2.2.2. Définition des théories du changement potentielles

Le développement des théories du changement pour chacune des priorités précédemment définies pour le secteur de la production végétale est présenté ci-après.

#### DÉVELOPPEMENT DE LA THÉORIE DU CHANGEMENT SECTORIELLE

En amont du développement des TdC, les parties prenantes définissent, de façon consensuelle, les **principales priorités** pour le secteur afin d'atteindre l'impact final: des régimes alimentaires sains et diversifiés. Cette priorisation est basée sur les résultats de la revue de littérature et les conclusions de l'analyse contextuelle des pays (voir l'annexe 2).

Pour introduire le développement de la TdC, l'animateur du processus explique en quoi consiste cette théorie et la méthodologie associée.

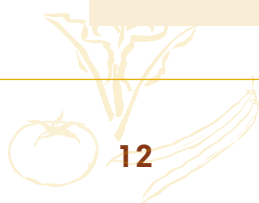
Des groupes multidisciplinaires régionaux sont constitués autour de chaque priorité identifiée en amont pour établir la **cartographie du changement**. Ainsi, chaque groupe identifie, pour une des priorités du secteur, les changements nécessaires à court, moyen et long termes à partir de la revue de littérature, de l'analyse contextuelle et de ses expériences sur le terrain. À terme, la théorie du changement permet d'identifier l'ensemble des extrants capables d'aboutir aux changements escomptés à long, moyen et court termes.



1. Identifier et catégoriser des priorités par secteur.
2. Développer des théories du changement pour chaque priorité en s'appuyant sur la revue scientifique.
3. Compléter et finaliser chaque théorie du changement en groupe de travail.



Annexe 2. Canevas de cartographie des théories du changement.



---

## Théorie du changement 1

**La disponibilité des produits alimentaires d'origine végétale est améliorée en quantité et en qualité grâce à un meilleur accès aux facteurs de production et au renforcement des dispositifs de stockage et de transport.**

Les producteurs agricoles ont besoin d'avoir accès à du **matériel agricole adapté et performant pour accroître la productivité de leur travail et celle des terres**. Ce matériel contribue à réduire la pénibilité du travail et le temps de travail pour augmenter les superficies emblavées et améliorer les rendements. Un autre point d'entrée est **la production et la diffusion de variétés améliorées par les organismes de recherche**. Grâce à la recherche, les producteurs pourront effectivement disposer de variétés améliorées de fruits et légumes (dont les légumes-feuilles). Un autre élément majeur a trait à la **vulgarisation de systèmes de contrôle des ravageurs qui soient durables**, efficaces et assortis d'impacts environnementaux et sanitaires **réduits**. Ainsi, les cultures offrent une meilleure résistance aux maladies et aux nuisibles, tandis que les produits agricoles présentent un taux de contamination moindre. La **mise au point de dispositifs de contrôle de la qualité des intrants agricoles par les services publics** sur les marchés d'approvisionnement est le gage de l'utilisation par les producteurs d'intrants homologués.

Le développement d'**infrastructures de stockage de proximité pour les coopératives/groupements**, accompagné de **formations pour les producteurs et autres opérateurs de stockage**, permet aux producteurs agricoles d'améliorer leurs capacités de stockage tout en mettant en place des conditions adaptées aux produits alimentaires, avec pour corollaire une réduction des contaminations. Le **développement des infrastructures de transport par le biais de partenariats public-privé, combiné à l'organisation des transporteurs** le long de la chaîne d'approvisionnement, contribue à réduire les délais et les coûts d'acheminement des produits entre les zones de production et les zones de commercialisation/consommation. La qualité physique des produits est mieux préservée et les pertes sont réduites jusqu'aux zones de commercialisation des produits ce qui permet d'améliorer la disponibilité de ces produits sur les marchés.

## Théorie du changement 2

Les produits alimentaires végétaux d'origine locale sont mieux valorisés sur toute la chaîne de valeur, grâce au renforcement de la recherche sur les filières alimentaires locales et à l'amélioration de la transformation des produits locaux, mais aussi grâce au développement des débouchés pour les produits locaux.

Pour renforcer les filières locales de production végétale (en particulier certaines qui sont marginalisées), il est essentiel d'améliorer **la disponibilité et l'accès à des semences de qualité**, à travers des actions de recherche sur le système semencier des filières locales. **L'encadrement des acteurs autour des filières locales dites marginalisées** contribue à améliorer leurs capacités techniques de production, avec la mise en place de systèmes plus productifs et durables.

**L'appui aux entreprises (PME-PMI) de transformation des produits locaux** à travers le renforcement de leurs capacités, notamment sur le plan de la réglementation sanitaire, permet d'améliorer la disponibilité en produits locaux transformés conformes aux normes sanitaires et hygiéniques. Par ailleurs, **la vulgarisation de techniques de transformation primaire de la production végétale locale** auprès des producteurs agricoles contribue à réduire les pertes post-récolte et à accroître la disponibilité en produits locaux transformés de bonne qualité.

Le développement des marchés pour les produits locaux d'origine végétale contribue à leur valorisation et, *in fine*, à l'augmentation des revenus pour les producteurs/transformateurs des filières locales. **La mise en place**



---

**et le développement de comptoirs d'achat<sup>6</sup> pour les produits maraîchers locaux** facilite l'accessibilité des informations sur les marchés (prix, offre, demande), avec comme résultat des prix plus rémunérateurs pour les producteurs et les transformateurs. Ensuite, **la promotion de boutiques spécialisées dans les produits locaux transformés** permet de diversifier les espaces de commercialisation de ces produits et d'augmenter les ventes de ces derniers. Enfin, le **renforcement des capacités techniques et organisationnelles autour des systèmes d'achats publics** (cantines scolaires, hôpitaux, etc.) facilite la participation des coopératives et des associations de producteurs locaux aux campagnes d'achats publics.

L'introduction des produits locaux dans les régimes alimentaires des ménages contribue à stimuler la demande en produits locaux. Les connaissances des consommateurs sur la manière d'utiliser les produits locaux pourront être améliorées à travers **l'élaboration et la diffusion de guides de recettes sur les mets locaux, l'organisation de foires et de journées promotionnelles ainsi que le lancement de campagnes d'information sur les produits locaux**. Autre point d'entrée, **les jardins scolaires où sont cultivés des produits végétaux locaux** doivent être soutenus par les États et les OSC.

### **Théorie du changement 3**

**Les agriculteurs familiaux ont un accès équitable et durable aux facteurs de production et améliorent leurs capacités de commercialisation sur les marchés, ce qui leur permet d'augmenter leur autoconsommation et leurs revenus.**

En vue de garantir un accès sécurisé et équitable au foncier, notamment pour les groupes vulnérables que sont les femmes et les jeunes, la mise en place de **dispositifs de gouvernance et de sécurisation foncière** constitue l'une des actions clés. Cet accès sécurisé au foncier favorise les investissements des agriculteurs familiaux dans des systèmes de production durables, dans la mesure où ils pourront bénéficier de leurs retombées à moyen et long termes. L'accès à des systèmes de financement adaptés est également un enjeu non négligeable. Le **développement des services financiers traditionnels (micro-crédit...) et innovants** contribue à faciliter l'accès des producteurs familiaux à des services financiers qui sont adaptés à leurs besoins, afin d'améliorer leur capacité de production.

La **construction d'infrastructures de stockage pour les organisations de producteurs** permet aux acteurs d'améliorer la conservation et la gestion de la vente des produits (à travers le warrantage, la commercialisation groupée et l'accès collectif au marché). Le développement des infrastructures de stockage doit aller de pair avec la formation des producteurs aux bonnes pratiques de stockage, afin de veiller à la préservation de la qualité physique des produits et de limiter les possibilités de contamination. Par ailleurs, **l'accès des agriculteurs familiaux aux systèmes d'information sur les marchés (SIM)** contribue à améliorer leurs capacités à gérer l'offre sur les marchés (lieux et périodes adéquates pour la vente) et à fixer des prix de vente optimaux pour leurs produits. Les activités de **formation des producteurs/commerçants aux techniques de vente et de contractualisation** permettent également de renforcer leurs capacités de vente.

---

<sup>6</sup> Les comptoirs d'achat (ou de commercialisation) sont une forme de marché de gros de produits vivriers. Gérés par des grossistes, l'offre et la demande s'y rencontrent directement, ce qui permet de réduire le nombre d'intermédiaires entre la production et la commercialisation des produits et donc d'améliorer les revenus des producteurs. Ces comptoirs sont généralement situés dans les zones de production ou au carrefour de plusieurs zones de production.

## 2.3. Étape 3. Définition des chemins d'impact basés sur la pratique

### 2.3.1. Sélection des sous-secteurs clés et développement des chemins d'impact sous-sectoriels

À partir de l'analyse de la revue de littérature, des enjeux et priorités soulignés autour de certaines filières et de groupes vulnérables, mais également des projets et programmes répertoriés, plusieurs sous-secteurs clés du secteur de la production végétale ont été identifiés. Des chemins d'impact menant aux différents objectifs de changements établis par les TdC ont été définis pour chacun des sous-secteurs et contextes clés listés ci-dessous:

1. La valorisation de la filière du manioc auprès des ménages ruraux vulnérables (zones subtropicales ou tropicales)
2. La valorisation de la culture maraîchère auprès des ménages ruraux ou péri-urbains vulnérables (zones semi-arides, subtropicales ou tropicales).
3. La valorisation de la filière du riz auprès des ménages ruraux vulnérables (zones subtropicales ou tropicales).

Pour chaque scénario, une analyse des chemins d'impact a donc été menée en prenant en compte les leviers de changements établis par les TdC, notamment l'amélioration en quantité et

en qualité des produits alimentaires d'origine végétale (TdC 1), la valorisation des produits locaux sur toute la chaîne de valeur (TdC 2) et le renforcement des exploitations agricoles familiales (TdC 3).

L'inventaire des projets et programmes est non exhaustif et n'a pu permettre d'identifier qu'une infime partie des projets et programmes existants dans les sept pays. La représentativité de l'échantillon des projets et programmes identifiés n'était pas l'objectif premier recherché par l'exercice, mais plutôt la mise en pratique commune d'une approche méthodologique innovante, celle de la définition de la TdC et de ses chemins d'impact associés. Au total, sept projets et programmes nationaux ou régionaux d'appui aux filières manioc, maraîchage et riz ont été retenus avec le concours des participants nationaux. Les pays directement concernés par ces interventions sont le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, la Mauritanie, la République démocratique du Congo, le Sénégal, et le Tchad.

### DÉFINITION DES CHEMINS D'IMPACT BASÉS SUR LA PRATIQUE

La définition des chemins d'impact pour chaque sous-secteur est un exercice basé sur la pratique. Elle est réalisée à partir d'une cartographie non exhaustive d'activités issues de programmes et projets mis en œuvre par les parties prenantes dans le secteur de la production végétale dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Pour chaque sous-secteur, la répartition des activités des projets et programmes identifiés autour des extrants et des changements attendus sur le moyen et le long termes en lien avec l'impact final espéré, est présentée et validée par les parties prenantes. Cet exercice permet de mettre en évidence les opportunités et les lacunes existantes au niveau des projets et programmes de production végétale en matière d'intégration de la nutrition et de diversification du régime alimentaire dans ce secteur.



1. Recenser les informations relatives aux projets et programmes mis en œuvre par les acteurs du secteur de la production végétale.
2. Définir des scénarios de sous-secteurs de la production végétale sur la base de l'analyse contextuelle et des projets et programmes répertoriés.
3. Élaborer des chemins d'impact basés sur la pratique pour chaque sous-secteur identifié.
4. Finaliser et valider les différents chemins d'impact pour chaque sous-secteur avec les parties prenantes.



Annexe 3. Visualisation des chemins d'impact.

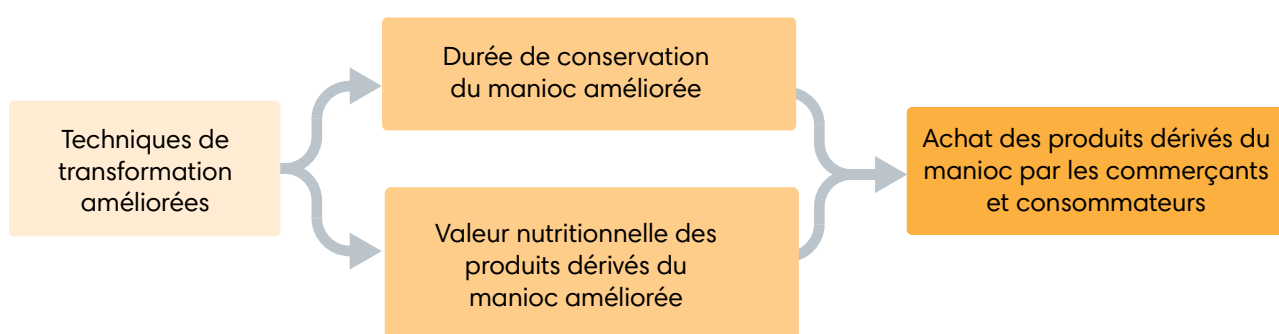


### 2.3.2. Développement des chemins d'impact basés sur la pratique

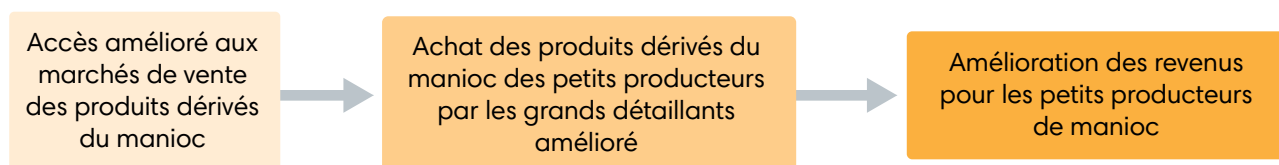
#### i. Sur le sous-secteur «valorisation de la filière du manioc auprès des ménages ruraux vulnérables (zones subtropicales ou tropicales)»

##### Des soutiens principalement orientés vers la transformation et la commercialisation: une opportunité pour les femmes

La transformation du manioc en produits dérivés est l'une des sous-composantes du système alimentaire qui bénéficie du plus grand nombre d'interventions. Ces interventions s'articulent essentiellement autour de l'installation d'unités semi-industrielles et/ou modernes de transformation du manioc, de la formation et de l'encadrement des bénéficiaires à l'utilisation des équipements et matériels, et du développement d'activités de conditionnement et d'emballage des produits selon les normes sanitaires recommandées. Ces appuis ciblent généralement les femmes (coopératives et groupements), qui sont traditionnellement impliquées dans la transformation du manioc dans les pays côtiers. Ils contribuent à certains changements visés dans la TdC 2 tels que la réduction des pertes post-récolte et l'amélioration de la disponibilité de produits locaux transformés de bonne qualité.



La commercialisation est également prise en compte dans les interventions des projets et programmes à travers des activités telles que le soutien aux coopératives de transformatrices pour les aider à identifier de nouveaux marchés, à différencier leurs produits et à élaborer des plans d'affaires et de gestion. Pour une meilleure maîtrise de l'offre et de la demande, des systèmes d'information sur les marchés sont mis au point. Ces actions contribuent à certains changements visés dans la TdC 2, tels que l'amélioration des capacités des exploitations familiales pour mieux gérer l'offre sur les marchés, et l'augmentation des ventes de produits locaux transformés. La facilitation de partenariats entre les producteurs et les opérateurs privés de la transformation permet d'améliorer l'accès aux marchés de vente des produits de la filière manioc. Ces interventions contribuent au renforcement de leurs capacités de vente, qui est l'un des changements visés dans la TdC 3.



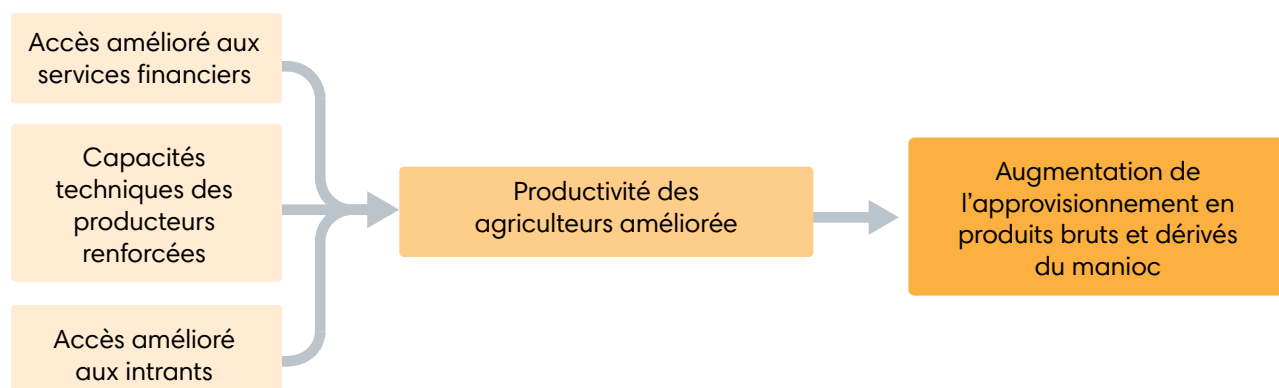
##### Des interventions limitées sur les maillons de la production et du transport

Les interventions portant sur la sous-composante de la production sont peu nombreuses. Les quelques initiatives existantes s'articulent essentiellement, d'une part, autour de l'appui sous forme de matériel et d'équipements de production et du renforcement des capacités des acteurs pour leur utilisation. D'autre part, ces interventions visent le soutien à la recherche pour l'amélioration variétale. Ces actions contribuent à certains changements visés dans la TdC 1, tels que l'amélioration des rendements. Toutefois, deux extraits

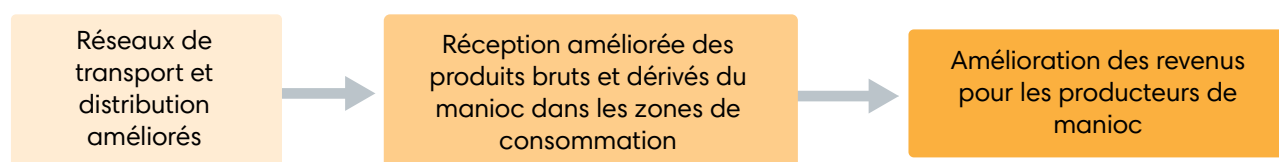


essentiels au renforcement des capacités productives des acteurs sont très peu ciblés par ces interventions: l'accès aux services financiers et l'accès au foncier. Pourtant, les problèmes d'accès au foncier se posent avec acuité pour la culture du manioc, en particulier dans les pays côtiers, du fait de la forte concurrence avec les cultures de rente telles que l'hévéa et le palmier à huile.

Des actions de soutien aux producteurs sont essentielles pour garantir un approvisionnement régulier, de qualité, en quantité et à prix abordables pour les groupements de transformatrices, faute de quoi les interventions portant sur la transformation risquent de se solder par un échec et d'affecter la disponibilité alimentaire en produits dérivés du manioc et les revenus des femmes.



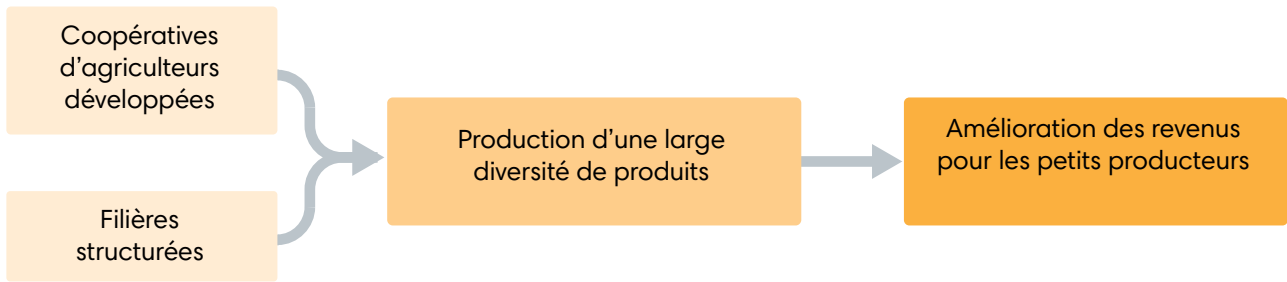
Les chemins d'impact montrent l'inexistence d'interventions cherchant à améliorer le transport/l'acheminement des produits. Pourtant, ce maillon joue un rôle clé pour limiter les pertes post-récolte entre le champ et le transformateur, puis jusqu'au consommateur, étant donné que le manioc est une racine hautement périssable qui doit être rapidement consommée ou transformée (dans les 72 h après la récolte). Des actions sur ce maillon contribueraient à la réduction des délais et des coûts d'acheminement des produits entre les zones de production et les zones de transformation, et à améliorer la disponibilité des produits sur les marchés de consommation, comme visé par la TdC 1.



### Des soutiens embryonnaires pour la structuration des agriculteurs familiaux et de la filière

La filière manioc est principalement constituée par des producteurs/transformatrices familiaux, dont le niveau de structuration reste très faible. Quelques interventions visent à améliorer l'organisation et le fonctionnement des coopératives de transformatrices et à créer des associations interprofessionnelles afin d'améliorer l'intégration des activités le long de la chaîne de valeur, l'accès aux financements et la promotion de la filière par les institutions publiques. Ces actions contribuent à certains changements visés par la TdC 3. Mais elles restent insuffisantes au regard des défis existants pour améliorer les revenus des exploitations familiales en milieu rural.

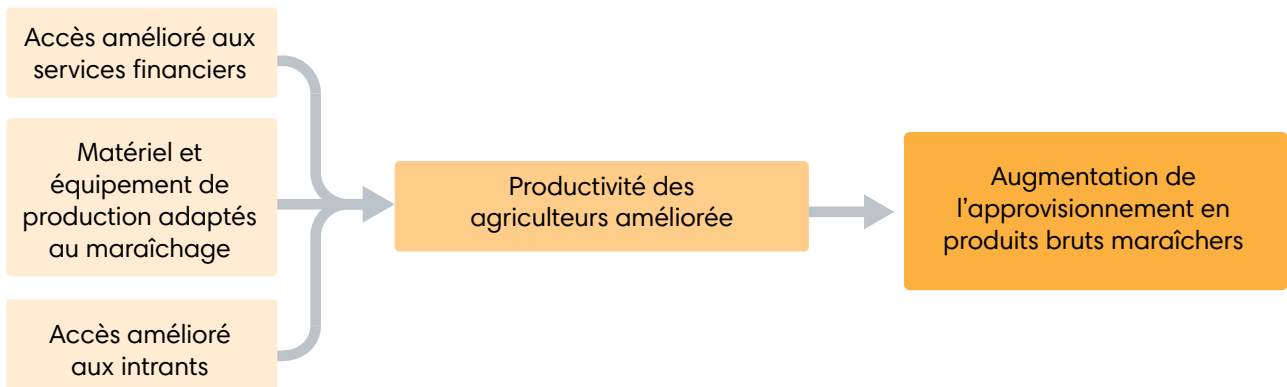




ii. Sur le sous-secteur «valorisation de la culture maraîchère auprès des ménages ruraux ou péri-urbains vulnérables (zones semi-arides, subtropicales ou tropicales)»

**Soutiens principalement orientés vers les chaînes d'approvisionnement (production, transformation et commercialisation): un atout pour l'amélioration de la disponibilité en fruits et légumes**

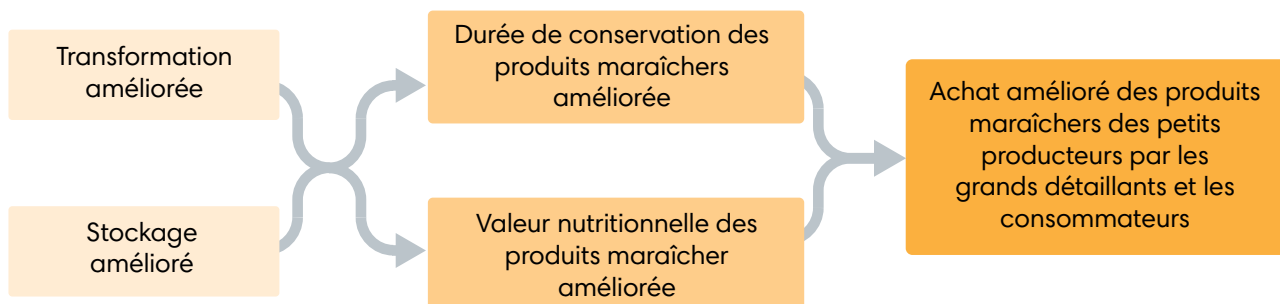
Dans la filière maraîchage, les interventions sont principalement axées sur les chaînes d'approvisionnement. Plus spécifiquement, les appuis s'articulent autour du renforcement des capacités des producteurs (par le biais de formations), de l'accès aux intrants (en particulier les semences) et des équipements au niveau local, ainsi que de la meilleure maîtrise de l'eau (systèmes d'irrigation efficaces). Ces actions contribuent à certains changements visés par la TdC 1, notamment l'amélioration de la productivité des petits producteurs. Le développement des périmètres maraîchers pour les petits producteurs permet d'avoir une approche intégrant plusieurs axes d'intervention (par ex., accès aux intrants et aux services financiers, gestion de l'eau, commercialisation groupée). Cette approche intégrée promue par certaines interventions contribue à soutenir les agriculteurs familiaux sur toute la chaîne de valeur. Elle contribue ainsi à l'avènement d'un changement visé par la TdC 3, à savoir l'amélioration de la disponibilité alimentaire et des revenus au sein des exploitations agricoles familiales.



Le volet de la transformation et du stockage des produits maraîchers, primordial pour ces denrées hautement périssables, bénéficie également de plusieurs interventions. Elles portent essentiellement sur la diffusion de techniques de transformation, de stockage et de conservation innovantes, ainsi que sur le renforcement des capacités (équipements, formation) des unités artisanales et semi-industrielles de conservation/transformation. Le développement des interventions sur ces maillons représente une double opportunité pour le renforcement de la sécurité alimentaire à travers, d'une part, une possibilité d'améliorer les revenus des groupements de producteurs ruraux et péri-urbains et, d'autre part, la réduction des pertes qualitatives et quantitatives post-récolte (amélioration de la disponibilité des fruits et légumes sur les marchés). Ces actions contribuent ainsi à mettre en œuvre certains changements visés par la TdC 2.

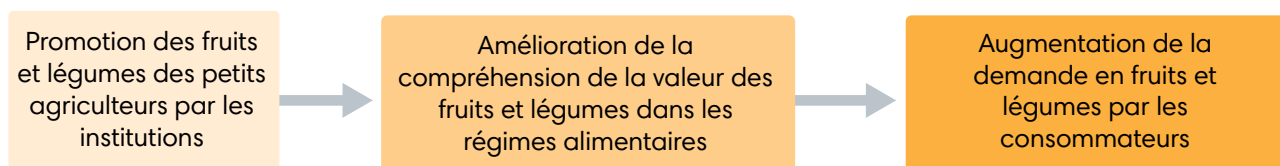
Toutefois, la question foncière n'est pas incluse dans le champ de ces interventions. Pourtant, l'accès au foncier reste l'un des défis majeurs pour le développement de la production maraîchère, en particulier pour les groupes

vulnérables tels que les femmes et les jeunes. Dans les zones péri-urbaines où la pression foncière est de plus en plus forte du fait de l'urbanisation galopante et de la pollution des sols, la question de l'accès aux terres ne peut être éludée dans les différentes actions de développement de la filière maraîchère. L'accès aux services financiers reste également peu intégré dans le périmètre des interventions, alors que ce point est essentiel pour le renforcement des capacités de production. Idem pour le volet du transport et de la distribution des produits maraîchers (hautement périssables), qui est pourtant indispensable pour assurer l'approvisionnement des marchés en produits alimentaires nutritifs à coûts raisonnables et limiter les pertes post-récolte chez les agriculteurs familiaux.



### Promotion des fruits et légumes dans les régimes alimentaires: un axe «oublié»

Comme l'indiquent les constats de la revue de littérature et des analyses contextuelles, la consommation des fruits et légumes dans les ménages reste encore faible tant chez les producteurs maraîchers (faible autoconsommation) que chez les consommateurs (achats principalement orientés vers les céréales). Au-delà des défis d'accès d'ordre physique et économique, la faible connaissance sur les qualités nutritives et les modes de conditionnement/préparation/cuisson et de consommation de certains fruits et légumes, couplés à certains facteurs socioculturels, limitent l'utilisation des fruits et légumes par la population. Cependant, peu d'interventions (tant institutionnelles que communautaires) sont orientées vers la promotion des fruits et légumes, pourtant essentielle à la diversification alimentaire et à l'enrichissement nutritionnel des régimes alimentaires. Quelques démarches innovantes (telles que les Jardins de la santé<sup>7</sup>) permettent d'atteindre certains changements visés par la TdC 2, tels que la stimulation de la demande en produits maraîchers locaux par les ménages. Toutefois, les actions restent faibles au regard des enjeux de santé importants qui subsistent (carences en nutriments, obésité, malnutrition).

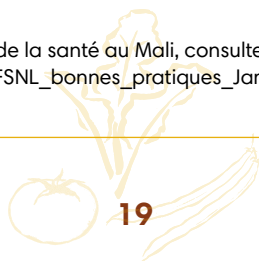


### iii. Sur le sous-secteur «valorisation de la filière du riz auprès des ménages ruraux vulnérables (zones subtropicales ou tropicales)»

#### Au niveau de la production: des soutiens principalement orientés sur le développement des aménagements agricoles et l'accès aux intrants

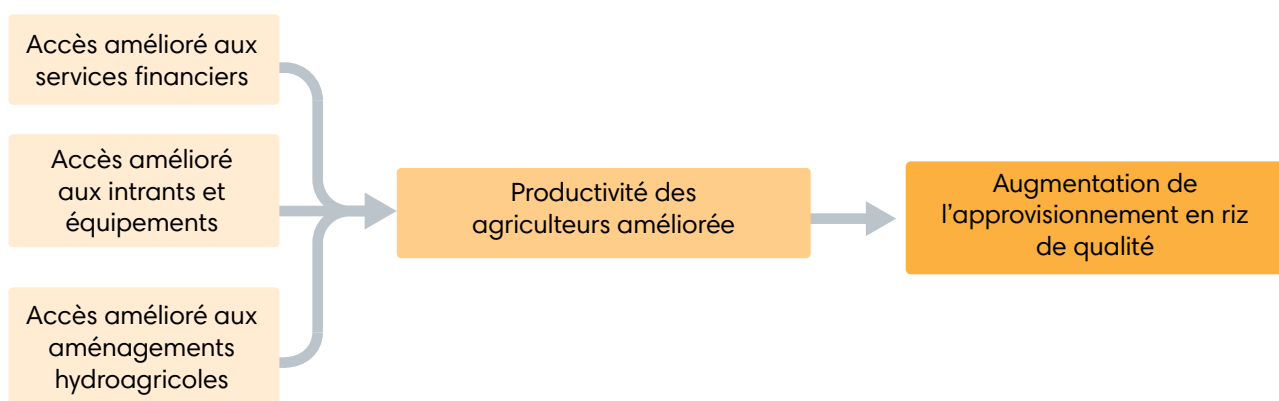
En ce qui concerne le volet de la production de riz par les ménages vulnérables en zone rurale, les appuis sont essentiellement orientés vers l'amélioration de l'accès aux intrants. Les activités réalisées s'articulent autour du renforcement des filières semencières, des subventions pour l'achat d'engrais et de semences et de la

<sup>7</sup> Pour en savoir plus sur les expériences des Jardins de la santé au Mali, consulter la fiche suivante: [www.fao.org/fileadmin/user\\_upload/wa\\_workshop/factsheet-french/15.Fiches\\_FSNL\\_bonnes\\_pratiques\\_Jardins\\_de\\_sant%C3A9\\_au\\_Mali.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/wa_workshop/factsheet-french/15.Fiches_FSNL_bonnes_pratiques_Jardins_de_sant%C3A9_au_Mali.pdf)



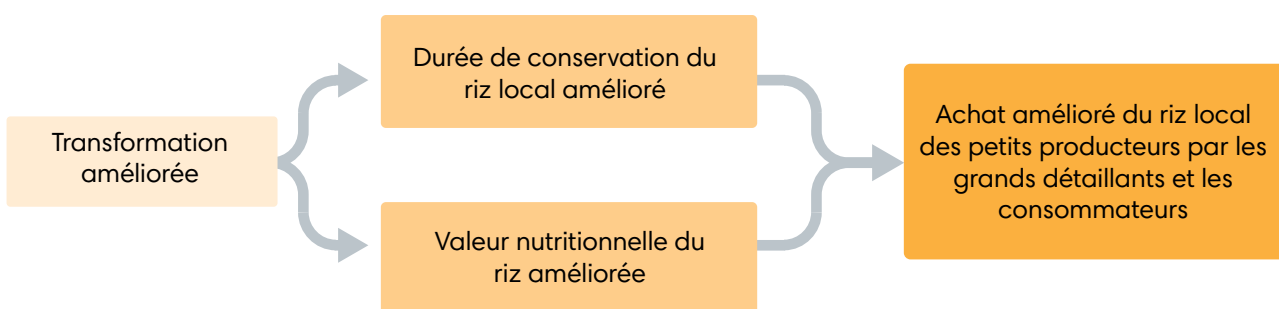
construction de magasins d'intrants de proximité pour faciliter l'accès physique aux intrants. Plusieurs initiatives ciblent également le développement des aménagements hydroagricoles, à travers le renforcement des bas-fonds existants (réparation et entretien) et l'aménagement de nouveaux bas-fonds, avec pour objectif une meilleure maîtrise de l'eau. Ces activités sont essentielles pour le renforcement des capacités de production, en particulier pour les agriculteurs familiaux, comme visé par la TdC 1 et la TdC 3. Toutefois, peu d'interventions portent sur le renforcement des connaissances et/ou l'encadrement des petits producteurs pour une utilisation optimale des intrants en fonction des spécificités agro-écologiques, de l'état des sols et des enjeux liés à la durabilité (impact sur l'obtention de rendements optimaux).

Sur le plan de l'accès aux services financiers, le niveau des interventions reste assez faible. Les activités réalisées s'articulent principalement autour de la mise en relation des producteurs avec les institutions de microfinance (IMF) et la mise en place de dispositifs de warrantage permettant de présenter une garantie pour l'accès au crédit auprès de ces IMF, en particulier pour les agriculteurs familiaux.



### Développement des unités de transformation du riz

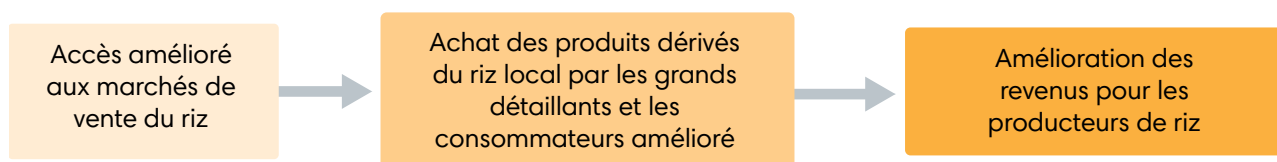
La transformation du riz est également un maillon clé, notamment pour les femmes dans les zones rurales, où les activités de transformation telles que l'étuvage du riz permettent de générer des revenus substantiels pour répondre à des besoins tels que l'achat de nourriture et les soins des enfants. D'autre part, la transformation du riz paddy en riz blanc par les coopératives de producteurs est un moyen d'apporter de la valeur ajoutée au produit avant sa commercialisation et d'améliorer la consommation du riz produit localement, deux changements visés par la TdC 2. Quelques interventions cherchent à soutenir ces activités, à travers notamment la construction d'unités plus modernes de transformation du riz, ainsi que des appuis à l'équipement pour l'étuvage, associés à des formations pour leur utilisation optimale. Ces interventions contribuent également à l'amélioration de la disponibilité de riz de qualité, en quantité. Toutefois, les défis qui persistent autour de l'approvisionnement durable en matière première (riz paddy), de sorte à optimiser l'utilisation de l'équipement, sont peu abordés, en particulier pour les femmes. Ils sont pourtant incontournables dans des contextes socioculturels où les rizières sont principalement la propriété des hommes, tandis que les femmes disposent rarement de périmètres pour leur propre production de riz.



### **Au niveau de la commercialisation: des interventions aux échelles micro (groupements) et macro (État)**

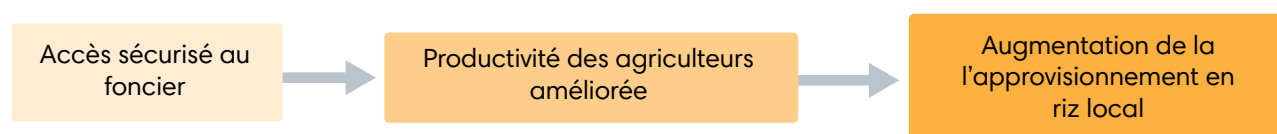
Le maillon de la commercialisation du riz bénéficie également de plusieurs activités dans le cadre des projets et programmes identifiés. Les appuis aux groupements sont axés sur l'accompagnement à l'élaboration de plans d'affaires, la mise en place de partenariats commerciaux, l'identification de nouveaux marchés et débouchés, et la stratégie de différenciation des produits, ainsi que sur des dispositifs tels que le warrantage (pour la vente de la production en période de prix hauts). Les objectifs de ces interventions sont, d'une part l'amélioration de l'utilisation du riz produit localement en lien avec les changements envisagés dans la TdC 2 et, d'autre part, le renforcement des revenus pour les agriculteurs familiaux, qui est l'un des changements visés par la TdC 3.

Ces interventions à l'échelle des groupements sont associées à des actions au niveau institutionnel/étatique. Par exemple, la levée des barrières douanières et non douanières, qui entravent le commerce entre zones de production et de commercialisation/consommation, peut contribuer à améliorer la disponibilité et à réduire le prix des produits bruts ou dérivés du riz pour les consommateurs, rendant ainsi ces produits plus compétitifs sur les marchés que le riz importé.



### **Sur le plan foncier: des interventions sur la sécurisation foncière et la récupération des terres**

Dans la filière riz, la question foncière est prise en compte dans le champ des interventions. D'une part, la sécurisation du foncier est intégrée dans des actions au niveau communautaire pour établir des actes de cession foncière autour des aménagements hydroagricoles. D'autre part, face à la raréfaction des ressources foncières et à la forte concurrence avec les cultures de rente, les activités de récupération et de restauration des terres dégradées constituent des pistes de solutions intéressantes, mises en œuvre en vue d'améliorer la disponibilité des terres pour les agriculteurs familiaux. Dans un contexte où les défis autour du foncier sont importants, ces interventions permettent de sécuriser et d'inscrire dans la durée les activités de production rizicole des agriculteurs familiaux les plus vulnérables. Elles contribuent ainsi à atteindre l'un des changements visés par la TdC 3, à savoir l'accès durable aux facteurs de production pour les agriculteurs familiaux.



### **Faibles interventions pour la promotion/l'intégration du riz produit localement dans les régimes alimentaires**

En ce qui concerne le maillon de la consommation, il faut noter que le riz est une céréale de plus en plus consommée par les ménages urbains, mais également par les ménages ruraux. Pour le riz blanchi produit localement, le principal défi est la concurrence entre riz importé et riz local dans les habitudes de consommation. Comme le démontrent plusieurs études, bien que le riz blanc produit localement possède une bonne valeur nutritionnelle, il est généralement moins consommé que le riz blanc importé du fait de certains facteurs organoleptiques et physiques. Quant au riz étuvé, dont les qualités nutritives sont meilleures que le riz blanc, il est peu connu/intégré dans certaines zones de consommation du fait de ses qualités organoleptiques





© Bénédicte Kurzet/NOOR for FAO

et de la méconnaissance de ses modes de cuisson. Cependant, les interventions sur cet axe sont quasi-inexistantes, l'accent étant mis sur la production et la transformation. En termes d'activités, des études pour démontrer la qualité nutritionnelle des produits sont réalisées, ainsi que quelques actions marketing à l'échelle micro, contribuant ainsi à certains changements visés par la TdC 2. Cependant, les actions au niveau macro sont encore peu visibles dans les projets et programmes répertoriés. Les défis sont importants en termes d'éducation, d'information et de sensibilisation des populations à la consommation du riz produit localement, pour assurer des revenus substantiels aux ménages de producteurs ruraux et améliorer la qualité des régimes alimentaires des populations.

Promotion améliorée  
du riz local par les  
institutions



Amélioration de la compréhension  
de la valeur du riz local  
(brut ou transformé) dans les  
régimes alimentaires



Augmentation de la  
demande en riz local par les  
consommateurs

Consulter la visualisation complète des chemins d'impact en annexe 3.



## 2.4. Étape 4. Consolidation et validation des TdC sectorielles

### Validation d'hypothèses critiques pour la consolidation des TdC sectorielles

Dans les trois sous-secteurs analysés, les principaux problèmes identifiés chez les ménages ruraux et/ou péri-urbains en zones tropicales, subtropicales et semi-arides sont l'insuffisance des revenus et la faible qualité des régimes alimentaires. L'impact espéré est l'accès à des régimes alimentaires sains et diversifiés pour ces groupes cibles. La partie ci-dessous présente les hypothèses critiques qui découlent de l'analyse croisée de la TdC et des chemins d'impact. Les hypothèses identifiées prennent en compte chaque élément clé du système alimentaire et les facteurs externes qui sont susceptibles d'influencer la chaîne de résultats, ainsi que les compromis qu'il serait nécessaire d'obtenir pour engendrer des changements.

### CONSOLIDATION DES TdC SECTORIELLES ET DÉFINITION DES INDICATEURS DE SUIVI

L'identification d'hypothèses critiques et la consolidation des TdC sont réalisées sur la base des échanges avec les parties prenantes sur les chemins d'impact. La relation logique entre les activités et les changements espérés à court, moyen et long terme est collectivement discutée. Les liens de causalité entre les bénéfices directs et les activités qui devraient permettre de les atteindre sont collectivement validés.

La définition des indicateurs permet le suivi des progrès accomplis et des ajustements si nécessaires.



#### 1. Validation d'hypothèses clés permettant de consolider les TdC sectorielles.

#### 2. Définition des indicateurs.

### i. Hypothèses sur la valorisation de la filière du manioc auprès des ménages ruraux vulnérables (zones subtropicales ou tropicales)

- L'augmentation qualitative et quantitative de la production de manioc par les ménages ruraux est le résultat **d'une amélioration de l'accès au foncier, aux variétés améliorées, aux intrants et à des techniques de production adaptées**. L'utilisation d'engrais et de variétés améliorées, à rendement plus élevé que les variétés traditionnelles, permet aux producteurs d'obtenir de meilleurs rendements à l'hectare. Lorsque les producteurs adoptent en plus de bonnes techniques de production (itinéraire technique adapté), ils obtiennent un rendement optimal, ce qui contribue à augmenter la production disponible pour l'autoconsommation et pour la vente sur les marchés.
- **L'amélioration des techniques de stockage est un facteur déterminant pour préserver la production**, car le manioc est une denrée très périssable. La vulgarisation des bonnes techniques de stockage après la récolte contribue à limiter les pertes post-récolte et à préserver des revenus substantiels pour les producteurs et les transformateurs.
- **L'accès à du matériel et des techniques de transformation adaptés et performants**, en particulier pour les femmes qui sont les principales actrices de la transformation, permet de réduire la pénibilité du travail et d'améliorer la qualité nutritionnelle et organoleptique des produits transformés. Ainsi, les quantités produites sont plus importantes, ce qui permet une amélioration des revenus pour les ménages ruraux (notamment pour les femmes).
- **Le respect des normes hygiéniques et sanitaires** par les acteurs lors de la transformation et du conditionnement contribue à limiter les contaminations sur des produits alimentaires tels que l'attiéké et le gari qui sont directement consommés après la vente (sans autre forme de cuisson). Ainsi, les produits sont plus désirables par les consommateurs (ce qui permet d'améliorer les ventes) et les maladies liées à la consommation de ces produits sont réduites.



- L'augmentation qualitative et quantitative de la production brute et transformée ne peut être profitable aux ménages ruraux que s'ils ont **accès à des marchés rémunérateurs pour la commercialisation de leurs produits**. Grâce à l'accès à des débouchés sur des marchés rémunérateurs, les ménages ruraux améliorent leurs revenus.
- Au niveau des consommateurs, **des actions de sensibilisation à l'introduction de produits dérivés du manioc dans les habitudes culinaires** (farine pour le pain, les gâteaux et les biscuits) en milieu urbain peuvent stimuler la demande et augmenter les revenus des producteurs et transformateurs.

#### Facteurs environnementaux et gestion des sols

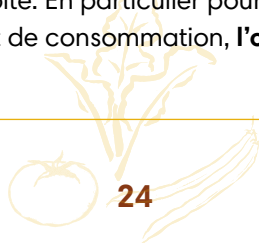
Le manioc était traditionnellement cultivé sur des sols pauvres et délaissés, sans labour, ou en association avec d'autres cultures. L'évolution des systèmes de cultures au sein des ménages ruraux vers la monoculture de manioc et l'intensification de la production (utilisation plus intensive d'engrais chimiques et de produits phytosanitaires) n'est pas sans risques au niveau environnemental (pollution et épuisement des sols, par exemple). **Des compromis doivent être trouvés pour la mise en place et l'adoption de pratiques agricoles durables, qui permettent d'améliorer la production tout en préservant la qualité des sols**. Les pratiques d'association ou de rotation de culture avec d'autres plantes alimentaires (haricot, soja, arachide) sont potentiellement génératrices de revenus et permettent de préserver/restaurer la fertilité des sols.

#### Facteurs socioculturels et utilisation des revenus au sein des ménages

Le développement de la filière manioc en milieu rural est principalement considéré comme une activité génératrice de revenus pour les ménages. Pour obtenir l'impact escompté, à savoir l'amélioration de la nutrition des groupes cibles, une meilleure sensibilisation aux questions nutritionnelles auprès des ménages ruraux vulnérables (en particulier les femmes) est indispensable. **Des compromis doivent être trouvés entre les chefs de ménage et les femmes formatrices pour garantir que les revenus générés par la vente du manioc brut et/ou transformé soient en partie destinés à l'achat de produits alimentaires sains et nutritifs et à la diversification des régimes alimentaires**.

#### ii. Hypothèses sur la valorisation de la culture maraîchère auprès des ménages ruraux ou péri-urbains vulnérables (zones semi-arides, subtropicales ou tropicales)

- Les ménages ruraux et péri-urbains augmentent la qualité et la quantité de leur production de fruits et légumes grâce à **un meilleur accès à l'eau et à des intrants (engrais, semences et produits phytosanitaires) qui sont homologués et adaptés à la culture maraîchère dans les conditions locales**. Le développement de périmètres maraîchers, assortis de systèmes d'irrigation adaptés aux besoins des cultures et de dispositifs de gestion performants, permet aux ménages ruraux d'avoir un meilleur accès à l'eau en toute saison, ce qui leur permet d'améliorer leur productivité et de mieux gérer la production en fonction de l'offre sur les marchés (cultures de contre-saison, par exemple, ou en toute saison). Cet accès à l'eau, lorsqu'il est associé à un accès et une utilisation adaptée des engrais et des produits phytosanitaires, permet d'obtenir des rendements optimaux et d'améliorer la qualité et la quantité de la production.
- Les produits maraîchers étant généralement très périssables, **l'accès des producteurs ruraux à des infrastructures et des techniques adaptées de stockage et au matériel local disponible** contribue à réduire efficacement et dans des coûts raisonnables les pertes post-récolte, à préserver la qualité des produits destinés à l'autoconsommation et à la vente, et à améliorer la gestion des ventes sur les marchés.
- **Le transport des produits dans des conditions adaptées aux caractéristiques physiques des produits maraîchers** (faible résistance de certains fruits et légumes à la chaleur et aux chocs) contribue également à limiter les pertes post-récolte. En particulier pour les ménages ruraux qui sont éloignés des zones urbaines de commercialisation et de consommation, **l'organisation des acteurs du maillon du**



---

**transport et la structuration de la filière maraîchage** contribuent à une coordination améliorée des opérations pour un acheminement efficace des produits vers les zones urbaines de consommation dans des délais et coûts raisonnables.

- La meilleure **structuration de la filière maraîchage, et des producteurs maraîchers en particulier**, contribue à améliorer leurs capacités d'organisation de ventes collectives et de négociation des prix sur les marchés, ce qui permet à ces producteurs de vendre à des prix plus rémunérateurs. La **promotion des produits maraîchers locaux par les institutions publiques et l'encouragement des échanges entre zones de production et de commercialisation** contribuent à un meilleur accès des producteurs maraîchers ruraux et périurbains à des marchés rémunérateurs.
- De plus, une meilleure **sensibilisation au sein des ménages ruraux et péri-urbains** (en particulier les femmes) à la valeur nutritive des légumes et aux bonnes pratiques de conservation, de préparation et de cuisson contribue à améliorer l'autoconsommation des fruits et légumes, donnant ainsi lieu à l'adoption de régimes alimentaires plus sains et diversifiés chez ces communautés.

### **Urbanisation et gestion des risques environnementaux et sanitaires liés à la production maraîchère**

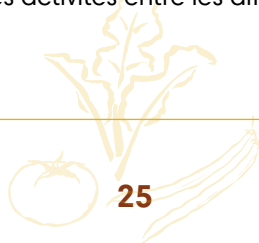
La forte urbanisation entraîne des impacts environnementaux tels que la pollution des sols, de l'eau et de l'air. C'est dans ce contexte que sont développées les productions maraîchères en milieu péri-urbain. En outre, la tendance est à une plus forte utilisation d'intrants et d'engrais chimiques sur les périmètres maraîchers pour compenser cette faible qualité des sols et assurer un bon rendement. L'utilisation abusive des intrants a des conséquences néfastes sur l'environnement, mais présente également des risques de contamination des légumes avec les résidus chimiques. **Un compromis devra être établi avec les producteurs pour une utilisation raisonnée des intrants, permettant d'assurer un bon rendement et des coûts de production acceptables tout en préservant la qualité sanitaire des légumes.** Les systèmes de production à base d'intrants organiques ou les systèmes de cultures hors-sol sont des alternatives possibles pour les producteurs maraîchers péri-urbains.

### **iii. Hypothèses sur la valorisation de la filière du riz auprès des ménages ruraux vulnérables (zones subtropicales ou tropicales)**

- Les ménages ruraux augmentent leur rendement de riz à l'hectare grâce à un meilleur accès physique et économique à des intrants de production (engrais et semences améliorées) de qualité et adaptés, à l'accès aux crédits et à une meilleure maîtrise de l'eau. Grâce à ces meilleurs rendements, la quantité de riz paddy produit localement augmente, ce qui permet d'améliorer la disponibilité alimentaire au sein des ménages de producteurs et les revenus générés par la vente du riz.

Afin de garantir des rendements optimaux, les producteurs devront également bénéficier d'un appui-conseil pour leur permettre une utilisation et une gestion optimales des différents facteurs de production.

- Le développement, par des groupements de producteurs ou des industriels, **d'unités de transformation modernes et performantes**, dotées de technologies améliorées, permet d'obtenir un riz transformé de haute qualité (homogène et avec un faible taux d'impuretés et de brisure). Ainsi, le riz transformé est plus apprécié par les consommateurs et peut être vendu à des prix plus rémunérateurs, ce qui permet d'améliorer les revenus pour les producteurs ruraux.
- **Les actions de promotion des variétés de riz produites localement**, auprès des commerçants et des consommateurs, ainsi que **le développement de réseaux de boutiques spécialisées dans la vente du riz local**, contribuent à assurer un meilleur écoulement du riz des ménages ruraux dans les pôles de consommation urbains. La **meilleure organisation de la filière**, de la production à la commercialisation, contribue à une meilleure intégration des activités entre les différents maillons. Ainsi, les coûts sur



---

l'ensemble de la chaîne de valeur diminuent, ce qui permet de rendre plus compétitif le riz produit localement sur les marchés tout en garantissant des revenus substantiels pour les producteurs ruraux.

- Une **meilleure sensibilisation des ménages ruraux vulnérables (en particulier des femmes) aux aspects nutritionnels** les incite à employer les revenus générés par la vente du riz brut et/ou transformé pour diversifier leurs régimes alimentaires.

### **Facteurs politiques et concurrence entre riz importé et riz local**

Les filières rizicoles locales en Afrique subsaharienne sont généralement moins compétitives que les filières rizicoles des pays exportateurs. Dans plusieurs pays, le riz produit localement peine à être vendu sur les marchés du fait de sa faible qualité, mais également de son prix de vente. En dépit des actions menées en amont sur la production et la transformation, qui tendent à améliorer la disponibilité du riz local en termes de qualité et de quantité, la question de la mise en place de politiques de régulation des importations reste centrale. Il s'agit de trouver le bon **compromis au niveau politique entre des mesures de développement de la filière rizicole locale pour assurer des revenus aux ménages ruraux grâce à des prix rémunérateurs pour les producteurs, mais qui restent accessibles aux consommateurs, tout en gérant les importations pour garantir la disponibilité de riz toute l'année.**



## Analyse critique de l'approche méthodologique utilisée

L'approche méthodologique testée dans le cadre des consultations avec les acteurs a permis d'atteindre, en partie, les objectifs initialement définis. Elle s'appuie sur une revue de la littérature et du contexte des pays à partir des consultations avec les parties prenantes, sur le recensement des enjeux/défis pour une meilleure prise en compte de la nutrition dans le secteur de la production végétale autour des trois composantes du système alimentaire et sur la définition de théories de changement pour des sous-secteurs clés. L'intérêt central des chemins d'impact a été de partir de la réalité des actions mises en œuvre sur le terrain dans les sous-secteurs définis pour identifier les champs d'intervention couverts et surtout, les lacunes existantes qui limitent l'intégration de la nutrition dans le secteur. L'approche méthodologique utilisée a également permis à différents participants issus du secteur de la production végétale, sans compétence particulière en matière de nutrition, d'acquérir des outils de prise en compte systématique des enjeux liés à la diversification des régimes alimentaires.

Si la démarche a démontré un intérêt, des limites/contraintes dans la mise en œuvre de l'approche sont à noter:

- L'identification d'un échantillon représentatif de projets et programmes en lien avec les sous-secteurs définis: dans une démarche qui part de l'existant sur le terrain, il est important de s'assurer de la représentativité du portefeuille de programmes et projets identifiés pour la validation des analyses. Dans des contextes où l'accès aux informations/données est un défi important, cette étape peut représenter une contrainte majeure à l'échelle nationale.
- L'analyse a été essentiellement orientée sur le nombre et le type d'activités (approche qualitative) et faute de données, n'a pas pu évaluer les budgets consacrés aux différents extrants (ou produits), ce qui peut présenter un biais important dans l'analyse (un extrant peut inclure de multiples activités mais le budget consacré peut être insignifiant par rapport à d'autres extrants). Il est donc utile, pour une analyse plus fine des interventions, d'aller à ce niveau de détail dans la démarche méthodologique.

Quelques aspects à approfondir:

- identifier les parcours avec des indicateurs;
- inclure une estimation plus approfondie des coûts de mise en œuvre;
- approfondir l'analyse des hypothèses critiques avec les parties prenantes, en insistant sur les compromis possibles;
- évaluer plus en détail les lacunes en matière de capacités, car cela dépassera probablement le champ d'application de la note d'orientation.



---

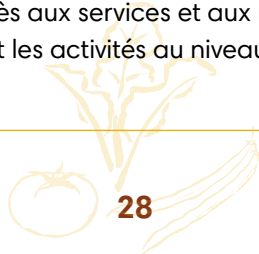
### 3. Conclusions et recommandations

L'objectif des travaux réalisés dans le cadre du processus de consultation des parties prenantes était de cerner comment la nutrition peut être mieux intégrée dans la formulation et la mise en œuvre des projets et programmes sectoriels agricoles, en utilisant le cadre conceptuel des systèmes alimentaires comme point d'entrée pour l'analyse. L'approche méthodologique a consisté, à partir d'une meilleure compréhension du lien à établir entre la nutrition et le secteur de la production végétale en prêtant attention aux groupes vulnérables, et en tenant compte des contextes, enjeux et défis des systèmes alimentaires dans les pays étudiés, à définir des théories du changement sensibles à la nutrition pour quelques sous-secteurs clés (hypothèses). Les chemins d'impact associés à ces différentes théories du changement ont permis de façon pratique de:

- Définir les chemins des extrants/produits -> résultats -> changements intermédiaires vers l'impact final espéré, à savoir: **l'amélioration de la santé des populations et de l'environnement à travers une alimentation saine et des systèmes alimentaires durables.**
- Recenser les activités en lien avec les différents extrants, en partant de constats pratiques liés à des projets et programmes actuellement en cours dans les sous-secteurs.
- Analyser les interventions actuelles en soulignant les opportunités, les contraintes et les lacunes existantes pour permettre de mieux intégrer la nutrition en portant une attention particulière aux groupes vulnérables.

Cet exercice a été réalisé sur trois principaux sous-secteurs et sur la base de quelques projets et programmes, l'objectif premier étant principalement de tester et de valider l'intérêt de l'approche avec les praticiens du secteur agricole. Il a impliqué différentes catégories de parties prenantes (État, OSC, ONG, OPA, institutions techniques nationales et internationales, centres de recherche...) issues des sept pays couverts par le projet et a permis de tirer les conclusions suivantes.

- **Améliorer la production tout en incluant les défis liés à la durabilité des systèmes agricoles et alimentaires.** Sur le plan de la production, de nombreuses actions sont menées pour le renforcement de l'accès physique et économique aux intrants, aux équipements et au matériel, ainsi que pour une meilleure gestion de l'eau. Des interventions pour le développement de la recherche variétale voient également le jour, avec pour objectif la mise à disposition de variétés à haut potentiel de rendement pour les producteurs agricoles. Ces actions contribuent à améliorer de façon quantitative la disponibilité alimentaire en produits vivriers et maraîchers (dont les fruits et légumes), ce qui représente un résultat positif pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ces avancées majeures ne doivent cependant pas voiler les enjeux des systèmes de production sur le plan de la durabilité, soulevés par une utilisation non raisonnée et non adaptée des engrais et des pesticides chimiques. Il existe donc un double défi: d'une part, la préservation de la santé des producteurs et des consommateurs (résidus chimiques sur les produits vivriers et pollution de l'air, des sols et des nappes phréatiques) et, d'autre part, la préservation des sols pour limiter les risques de baisses de fertilité des sols sur le long terme. Face à ces défis, les décideurs et les praticiens du secteur de la production végétale doivent impérativement prendre en compte, dans la formulation des programmes et des interventions ayant trait à la production, les aspects liés à la transition agroécologique. Il s'agira de promouvoir des pratiques raisonnées de production qui permettent à la fois de garantir un rendement acceptable pour les producteurs et un bon niveau de production tout en préservant la qualité sanitaire des aliments et la santé humaine.
- **Renforcer l'accès aux financements pour les petits producteurs du secteur vivrier et maraîcher sur toute la chaîne de valeur.** Le faible accès aux services et aux mécanismes financiers ne suffit pas à lever les goulots d'étranglement qui entravent les activités au niveau de la production, de la transformation





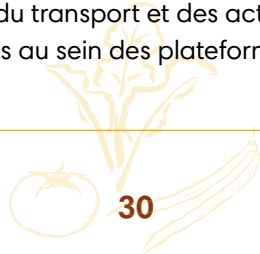
et de la commercialisation. Les défis dans ce volet sont particulièrement importants pour le secteur vivrier et maraîcher, qui est peu structuré et subventionné par les États par rapport aux filières de rente. De ce fait, les interventions du secteur public et/ou du secteur privé devront être renforcées pour faciliter le financement des campagnes agricoles des petits producteurs, les activités de commercialisation groupée et les fonds de roulement pour le développement d'activités de transformation. Elles contribueront ainsi à améliorer la disponibilité en produits vivriers et maraîchers sur les marchés urbains et ruraux, ainsi que pour les ménages ruraux, tout en assurant de meilleurs revenus aux agriculteurs familiaux, leur permettant de diversifier leurs régimes alimentaires.

- **Sécuriser l'accès durable au foncier pour les petits producteurs en vue de préserver leurs capacités de production.** La complexité des questions foncières dans les pays étudiés en fait l'un des axes les moins intégrés dans les interventions menées par les différents acteurs. Pourtant, l'accès au foncier est un défi majeur pour le secteur vivrier, surtout dans un contexte d'urbanisation en plein essor, de concurrence de la production vivrière et maraîchère avec les cultures de rente en milieu rural, et de dégradation rapide des sols du fait de l'utilisation non raisonnée des intrants. Le faible nombre d'interventions axées sur un accès sécurisé et durable au foncier est un facteur de risque encore plus important pour les femmes et les jeunes. En effet, dans les zones rurales et péri-urbaines, la question de l'accès au foncier se pose de façon plus accrue pour ces couches sociales. L'accès limité au foncier exclut de fait ces groupes

---

des bénéfices potentiels des interventions liées à la production (pour les jeunes) et peut aussi avoir des répercussions négatives dans le volet de la transformation (difficultés d'accès aux matières premières pour les femmes). Les interventions doivent aller de pair avec la mise en place de dispositifs et de cadres réglementaires performants pour la gouvernance foncière au niveau local. À cet égard, deux aspects devront être pris en compte. Le premier est la définition de périmètres fonciers dédiés à la production maraîchère (jardins potagers communautaires). Le second aspect à prendre en compte dans les interventions est la nécessité d'offrir un accès à la terre aux groupes cibles les plus vulnérables qui seront identifiés au sein des communautés. Il s'agit ainsi de leur garantir des capacités de production agricole tant pour leur autoconsommation que pour la génération de revenus.

- **Lancer des activités de transformation au niveau territorial, adossées à des PME/PMI performantes, pour une meilleure valorisation de la production agricole locale.** Ces activités visent à relever un double défi: il s'agit, d'une part, de préserver les produits sur une plus longue période pour réduire les pertes tant quantitatives que qualitatives et, d'autre part, d'apporter de la valeur ajoutée à ces produits afin d'augmenter les revenus. Il existe un essaimage important d'unités de transformation artisanales ou semi-artisanales de produits vivriers et maraîchers. De nombreuses interventions visent essentiellement à soutenir les activités de transformation réalisées traditionnellement par les femmes afin d'accroître leurs revenus. Ce ciblage représente une opportunité importante pour l'amélioration des régimes alimentaires (notamment pour la diversification alimentaire) des ménages ruraux vulnérables, en sachant que les femmes jouent un rôle important dans l'achat des aliments au sein des ménages. Toutefois, elles ont pour la plupart encore recours à un mode de fonctionnement informel, avec des dispositifs et des équipements peu performants. Les interventions devront être menées de sorte à faciliter l'accès à des équipements et des infrastructures performantes tout en étant économiquement abordables et qui, surtout, sont adossées à des PME et PMI composées de producteurs et de transformateurs. Pour ce faire, des accompagnements (formation, formalisation, investissements, etc.) doivent être mis en place à l'endroit des associations et coopératives de transformation en zones rurales et péri-urbaines, pour assurer leur transition efficace vers de véritables mini-entreprises à même de garantir l'approvisionnement des marchés en produits transformés de qualité, tout en générant des revenus substantiels qui contribueront à l'amélioration des régimes alimentaires des ménages concernés.
- **Garantir la sécurité sanitaire des produits tout le long de la chaîne d'approvisionnement à travers le renforcement et la mise en application des cadres réglementaires.** Les questions liées à la qualité sanitaire constituent l'un des principaux facteurs de méfiance à l'égard des produits issus des filières vivrières et maraîchères locales. Dans les contextes où des cadres réglementaires nationaux bien adaptés sont en place, les interventions devront viser à garantir leur application, de la production à la commercialisation, à travers le renforcement des capacités des services techniques dédiés à cet effet, pour promouvoir la vulgarisation de ces normes, ainsi que pour sensibiliser et former les acteurs pertinents. Dans le cas où ces cadres réglementaires sont inexistantes ou mal adaptés, un soutien devra être apporté à leur mise en conformité aux normes internationales.
- **Assurer une meilleure intégration des activités entre le maillon de la production et celui de la commercialisation sur les chaînes de valeur.** Si le maillon de la production bénéficie de soutiens importants, aboutissant à une amélioration de la production à moyen terme, les défis liés à la distribution des produits locaux sur les marchés de consommation se posent eux de façon plus accrue. Cela peut nuire à la disponibilité alimentaire sur les marchés et aux revenus des ménages d'agriculteurs familiaux, et compromettre l'amélioration des régimes alimentaires. Le déficit d'interventions sur le maillon du transport/de l'acheminement des produits vers les zones de commercialisation est important. Ce maillon joue pourtant un rôle déterminant, en particulier pour certains produits vivriers hautement périssables. Il est possible d'entreprendre certaines actions aux échelles micro pour améliorer ce maillon, notamment une meilleure organisation des acteurs du transport et des activités de concertation régulières entre producteurs/transporteurs/commerçants au sein des plateformes multi-acteurs ou des interprofessions.



---

Pour renforcer le volet de la commercialisation des produits, l'un des points d'action majeurs est celui de la compétitivité des productions locales. Pour certains légumes et céréales, les producteurs subissent des pertes importantes sur les marchés du fait d'un prix parfois plus élevé que celui des produits importés. Il est impératif que les États mettent en place des politiques permettant de protéger les filières vivrières et maraîchères locales et leurs acteurs, tout en assurant une régulation efficace des importations afin d'assurer la sécurité alimentaire des populations. La promotion de l'agriculture contractuelle (entre transformateurs et groupements de producteurs) est également l'un des axes à développer pour contribuer à une meilleure intégration des activités, de la production à la commercialisation, et pour sécuriser les revenus des producteurs ruraux. Par ailleurs, le renforcement des capacités des organisations de producteurs et de maraîchers peut les aider à mieux s'adapter aux marchés. Il s'agit principalement de renforcer les capacités de négociation avec les autres acteurs des chaînes de valeur (la grande distribution, par exemple) pour garantir des prix plus rémunérateurs pour les petits producteurs. Enfin, les producteurs doivent être épaulés pour améliorer la visibilité de leurs produits vivriers et maraîchers locaux sur les marchés, à travers le développement de marques et de labels, notamment de qualité.

- **Promouvoir des activités de sensibilisation et de communication pour la consommation de produits vivriers locaux à haute valeur nutritive.** Le "comportement des consommateurs" est la composante du système alimentaire qui bénéficie du plus faible soutien dans le cadre des projets et programmes identifiés. Le changement des habitudes alimentaires au sein des ménages est un processus long et complexe du fait des nombreux déterminants économiques, socioculturels, etc. Les changements sont parfois difficilement perceptibles et évaluables sur le court terme, ce qui peut être un facteur limitant pour les praticiens du secteur de la production végétale. Pourtant, au-delà des défis liés à l'accès physique et économique, l'amélioration des régimes alimentaires est étroitement liée à l'approfondissement des connaissances des agriculteurs familiaux et des consommateurs sur la valeur nutritionnelle des produits vivriers et sur les modes de cuisson/préparation/conditionnement les plus appropriés pour ces aliments. Cela passe par des actions de sensibilisation et de communication au niveau communautaire et des ménages. Des actions peuvent être réalisées à l'endroit de certains groupes cibles qui jouent un rôle clé dans les choix alimentaires des ménages (notamment les femmes) ou pour favoriser l'achat et l'auto-consommation des fruits et légumes au sein des ménages.



---

## Bibliographie

- Alemu R., Block S. A., Heady D. D., Bai Y. et Masters W. A.** 2019. "Where are nutritious diets most expensive? Evidence from 195 foods in 164 countries". *Institut international de recherche sur les politiques alimentaires*. Consulté le 13 avril 2020 à l'adresse [www.ifpri.org/publication/where-are-nutritious-diets-most-expensive-evidence-195-foods-164-countries](http://www.ifpri.org/publication/where-are-nutritious-diets-most-expensive-evidence-195-foods-164-countries)
- Amoroso, L.** 2016. "The Second International Conference on Nutrition: implications for hidden hunger". *World Review of Nutrition and Dietetics*, 115: 142–152
- De Brauw A., Eozenou P., Gilligan D. O., Hotz C., Kumar N. et Meenakshi J. V.** 2018. "Biofortification, crop adoption and health information: impact pathways in Mozambique and Uganda". *American Journal of Agricultural Economics*.
- Doss C.** 2014. «If Women Hold Up Half the Sky, How Much of the World's Food Do They Produce? » *Gender in Agriculture*. Springer, Dordrecht. Consulté le 18 juin 2020 à l'adresse [link.springer.com/chapter/10.1007/978-94-017-8616-4\\_4](http://link.springer.com/chapter/10.1007/978-94-017-8616-4_4)
- Douthwaite B., Alvarez S., George P., Mackay R., Cook S., Rubiano J. et Davies R.** 2007. "Participatory impact pathways analysis: A practical application of program theory in research-for-development". *Canadian Journal of Program Evaluation*.
- FAO**, 2012. *Le warrantage dans le Sud-Ouest du Burkina Faso. Une pratique adaptée aux besoins des petits producteurs et productrices. Fiche de bonnes pratiques*. Burkina Faso. [www.fao.org/3/aq215f/aq215f.pdf](http://www.fao.org/3/aq215f/aq215f.pdf)
- FAO**, 2013. *Guide pour mesurer la diversité alimentaire au niveau du ménage et de l'individu*. Rome. [www.fao.org/3/a-i1983f.pdf](http://www.fao.org/3/a-i1983f.pdf)
- FAO**, 2015. « Limiter l'impact nutritionnel de la flambée des prix alimentaires en zone urbaine – Les Jardins de la Santé au Mali ». *Agriculture et nutrition: leçons du terrain et bonnes pratiques*. [www.fao.org/fileadmin/user\\_upload/wa\\_workshop/factsheet-french/15.Fiches\\_FSNL\\_bonnes\\_pratiques\\_Jardins\\_de\\_sant%C3%A9\\_au\\_Mali.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/wa_workshop/factsheet-french/15.Fiches_FSNL_bonnes_pratiques_Jardins_de_sant%C3%A9_au_Mali.pdf)
- FAO**, 2016. *La gouvernance responsable des régimes fonciers et le droit – Un guide à l'usage des juristes et autres fournisseurs de services juridiques. Guide technique pour la gouvernance des régimes fonciers n° 5*. Rome. <http://www.fao.org/3/i5449f/i5449f.pdf>
- FAO**. 2017. *Actualités du HLPE. Sur le site du Comité de la sécurité alimentaire mondiale [en ligne]*. Rome. [Consulté le 18 juin 2020]. [www.fao.org/cfs/cfs-hlpe/news-archive/detail/fr/c/1039635/](http://www.fao.org/cfs/cfs-hlpe/news-archive/detail/fr/c/1039635/)
- FAO**, 2020. *Rapports du HLPE*. Consultés le 16 juin 2020 à l'adresse [www.fao.org/cfs/cfs-hlpe/reports/fr/](http://www.fao.org/cfs/cfs-hlpe/reports/fr/)
- FAO et OMS**. 2020. *Régimes alimentaires sains et durables – Principes directeurs*. Rome. [doi.org/10.4060/ca6640fr](https://doi.org/10.4060/ca6640fr)
- Garcia-Cela E., Kiaitsi E., Sulyok M., Krska R., Medina A., Damico I., et Magan N.** 2019. *Influence of storage environment on maize grain: CO2 production, dry matter losses and aflatoxins contamination. Food Additives & Contaminants: Part A*.



---

**Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition.**

2017. *Policy Actions to support enhanced consumer behaviour for high quality diets*. Note d'orientation n° 8. Londres. Consulté le 17 juin 2020 à l'adresse [www.glopan.org/wp-content/uploads/2019/06/GlobalPanelConsumerBehaviourBrief.pdf](http://www.glopan.org/wp-content/uploads/2019/06/GlobalPanelConsumerBehaviourBrief.pdf).

**Headey D. D. et Alderman H. H.** 2019. *The Relative Caloric Prices of Healthy and Unhealthy Foods Differ Systematically across Income Levels and Continents*.

**Herforth A et Ahmed S.** 2015. "The food environment, its effects on dietary consumption, and potential for measurement within agriculture-nutrition interventions". *Food Security*.

**HLPE.** 2014. *Pertes et gaspillages de nourriture dans un contexte de systèmes alimentaires durables. Un rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale*. Rome. [www.fao.org/3/a-i3901f.pdf](http://www.fao.org/3/a-i3901f.pdf)

**HLPE.** 2017. *Nutrition et systèmes alimentaires. Un rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale*. Rome. [www.fao.org/publications/card/es/c/l7846FR/](http://www.fao.org/publications/card/es/c/l7846FR/)

**Initiative EAT.** 2015. *Healthy Diets from Sustainable Food Systems*. Pittsburgh (États-Unis).

**Mason-D'Croz D., Bogard J., Sulser T., Cenacchi N., Dunston S., Herrero M. et Wiebe, K.** 2019. "Gaps between fruit and vegetable production, demand, and recommended consumption at global and national levels: an integrated modelling study". *The Lancet Planetary Health*, 3(7).

**Herforth A. et Jody H.** 2014. *Understanding and Applying Primary Pathways and Principles. Brief 1. Improving Nutrition through Agriculture Technical Brief Series*. Arlington, VA: USAID/Strengthening Partnerships, Results, and Innovations in Nutrition Globally (SPRING) Project.

**Mayne, J.** 2017. Théories du Changement: Comment élaborer des modèles utiles. *Revue canadienne d'évaluation de programme*.

**Jayne, T., Mather, D. et Mghenyi, E.** 2010. "Principal Challenges Facing Smallholder Agriculture in Sub-Saharan Africa". ResearchGate. *World Development*, 38(10): 1384–1398.



## Annexes

### Annexe 1. Questions directrices reprenant la structure du cadre conceptuel des systèmes alimentaires

Tableau 1

Chaîne d'approvisionnement	Littérature scientifique	Documentation parallèle	Autres expériences pratiques pertinentes
<b>Systèmes de production</b>			
Existe-t-il au niveau national/régional/local des éléments de preuve démontrant comment les systèmes de production peuvent contribuer à améliorer la sécurité alimentaire et à la diversification du régime alimentaire?			
Existe-t-il des exemples d'amélioration des capacités des acteurs du système de production ayant contribué à renforcer la sécurité alimentaire et à la diversification du régime alimentaire?			
Quels produits/services attendus devraient être ciblés afin de promouvoir un système de production qui contribue à améliorer la sécurité alimentaire et la diversification du régime alimentaire?			
<b>Entreposage et distribution</b>			
Existe-t-il au niveau national/régional/local des éléments de preuve démontrant comment l'entreposage et la distribution des denrées alimentaires peuvent contribuer à améliorer la sécurité alimentaire et la diversification du régime alimentaire?			
Existe-t-il des exemples d'amélioration des capacités des acteurs en charge de l'entreposage et de la distribution des denrées alimentaires ayant contribué à renforcer la sécurité alimentaire?			
Quels produits/services attendus devraient être ciblés afin de promouvoir un système d'entreposage et de distribution qui contribue à améliorer la sécurité alimentaire et la diversification du régime alimentaire?			



### Transformation et conditionnement

Existe-t-il au niveau national/régional/local des éléments de preuve démontrant comment la transformation et le conditionnement des denrées alimentaires peuvent contribuer à améliorer la sécurité alimentaire et la diversification du régime alimentaire?

Existe-t-il des exemples d'amélioration des capacités des acteurs en charge de la transformation et du conditionnement des denrées alimentaires ayant contribué à renforcer la sécurité alimentaire et la diversification du régime alimentaire?

Quels produits/services attendus devraient être ciblés afin de promouvoir un système de transformation et de conditionnement des denrées alimentaires qui contribue à améliorer la sécurité alimentaire et la diversification du régime alimentaire?

### Détaillants et marchés

Existe-t-il au niveau national/régional/local des éléments de preuve démontrant comment les marchés (de grossistes et détaillants) peuvent contribuer à améliorer la sécurité alimentaire et la diversification du régime alimentaire?

Existe-t-il des exemples d'amélioration des capacités des marchands (grossistes et détaillants) ayant contribué à renforcer la sécurité alimentaire et la diversification du régime alimentaire?

Quels produits/services attendus devraient être ciblés afin que les marchands (grossistes et détaillants) contribuent à améliorer la sécurité alimentaire et la diversification du régime alimentaire?

### Engagement des acteurs de la chaîne alimentaire

Existe-t-il au niveau national/régional/local des éléments de preuve démontrant que l'engagement des acteurs de la chaîne alimentaire sur les questions de nutrition peut contribuer à la sécurité alimentaire et à la diversification du régime alimentaire?

Quels produits/services attendus devraient être ciblés afin d'obtenir l'engagement de l'ensemble des acteurs de la chaîne alimentaire afin de contribuer à la sécurité alimentaire et à la diversification du régime alimentaire?



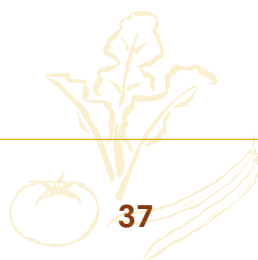
**Tableau 2**

Comportement des consommateurs	Littérature scientifique	Documentation parallèle	Autres expériences pratiques pertinentes
<b>Éducation et sensibilisation nutritionnelle à l'échelle communautaire</b>			
Existe-t-il des éléments de preuve des effets de l'éducation et de la sensibilisation nutritionnelle communautaire sur les habitudes alimentaires des communautés/ménages/individus?			
Existe-t-il des exemples de changements en matière de connaissances/prise de conscience des bonnes habitudes alimentaires de la part des communautés/ménages/individus?			
Quels produits/services attendus devraient être ciblés pour promouvoir la sécurité alimentaire et la diversification du régime alimentaire à travers des actions de sensibilisation /éducation nutritionnelle communautaire?			
<b>Préparation de la demande/normes</b>			
Existe-t-il des éléments de preuve de l'effet des normes et des réglementations sur la sécurité alimentaire et la diversification du régime alimentaire du consommateur?			
Existe-t-il des exemples de changements de normes/régulations ayant contribué à la sécurité alimentaire et à la diversification du régime alimentaire des consommateurs?			
Quels produits/services attendus devraient être ciblés afin que la demande du consommateur contribue à la sécurité alimentaire et à la diversification du régime alimentaire?			
<b>Promotion, publicité et information</b>			
Existe-t-il au niveau national/régional/local des éléments de preuve des effets de la publicité et d'autres actions de promotion et d'information sur la diversification du régime alimentaire des ménages et/ou des individus?			
Quels produits/services attendus devraient être ciblés afin que les actions de promotion, de publicité et d'information contribuent efficacement à la sécurité alimentaire et à la diversification du régime alimentaire?			



**Tableau 3**

Environnement alimentaire	Littérature scientifique	Documentation parallèle	Autres expériences pratiques pertinentes
<b>Accès économique (prix)</b>			
Existe-t-il des éléments de preuve des effets de la génération de revenus et d'emplois, ainsi que de l'accessibilité économique des aliments sur la sécurité alimentaire et la diversification du régime alimentaire?			
Existe-t-il des exemples pertinents de changement opérant sur la génération des revenus, l'accès à l'emploi et l'accessibilité économique des aliments, ayant contribué à la sécurité alimentaire et à la diversification du régime alimentaire?			
Quels produits/services attendus devraient être ciblés afin de renforcer l'accessibilité économique des aliments et contribuer à la sécurité alimentaire et à la diversification du régime alimentaire?			
<b>Qualité et sécurité sanitaire</b>			
Existe-t-il des éléments de preuve des effets de l'amélioration qualitative et sanitaire des aliments sur la sécurité alimentaire et la diversification du régime alimentaire?			
Quels produits/services attendus devraient être ciblés afin d'améliorer la qualité et la sécurité sanitaire des aliments?			
<b>Disponibilité et accès physique (proximité)</b>			
Existe-t-il des éléments de preuve des effets d'une plus grande disponibilité et accessibilité physique aux aliments sur la sécurité alimentaire et la diversification du régime alimentaire?			
Quels produits/services attendus devraient être ciblés afin d'améliorer la disponibilité et l'accessibilité physique aux denrées alimentaires et de contribuer ainsi à la sécurité alimentaire et à une plus grande diversification du régime alimentaire?			



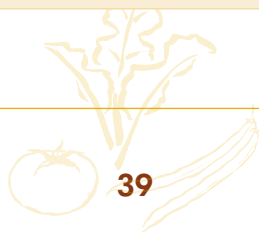
**Tableau 4**

<b>Facteurs transversaux</b>	<b>Littérature scientifique</b>	<b>Documentation parallèle</b>	<b>Autres expériences pratiques pertinentes</b>
Existe-t-il des éléments de preuve des effets des facteurs biophysiques, environnementaux, politiques, économiques ou socioculturels sur l'amélioration de la sécurité alimentaire et la diversification du régime alimentaire?			
Quels facteurs biophysiques, environnementaux, politiques, économiques et socioculturels pouvant influencer positivement ou négativement l'ensemble du chemin d'impact doivent être pris en compte en priorité?			



## Annexe 2. Canevas de cartographie des théories du changement

	<b>Extrants (produits)</b> Biens, équipements ou services	<b>Court-terme</b> Changement des capacités	<b>Intermédiaire</b> Changement des pratiques/comportements	<b>Bénéfices directs</b>	<b>Impact final</b>
<b>THÉORIES DU CHANGEMENT</b>	<p><b>Qui?</b> Quels sont les groupes cibles auprès desquels le changement doit opérer? Quelle attention particulière doit être donnée aux femmes?</p> <p><b>Comment?</b> Quels biens, équipements ou services doivent être produits pour générer un changement des capacités, des connaissances, des attitudes et/ou des aspirations des groupes cibles notamment des femmes?</p>	<p><b>Quoi?</b> Quelles sont les contributions des biens, équipements ou services pré-identifiés sur les connaissances, les compétences et/ou les attitudes des groupes cibles, notamment des femmes?</p> <p><b>Comment?</b> Comment ces nouvelles connaissances, compétences ou attitudes peuvent-elles influencer de nouvelles pratiques et/ou de nouveaux comportements susceptibles d'améliorer le régime alimentaire et le système alimentaire?</p>	<p><b>Quoi?</b> Quelles nouvelles pratiques et/ou quels nouveaux comportements susceptibles d'améliorer le régime alimentaire et/ou le système alimentaire sont adoptés par les groupes cibles du fait des nouvelles connaissances, compétences ou attitudes acquises?</p> <p><b>Comment?</b> Dans quelle mesure les nouvelles pratiques et/ou comportements génèrent-ils, auprès des groupes cibles, une meilleure disponibilité, qualité, accessibilité et sécurité des aliments et/ou de meilleures habitudes alimentaires?</p>	<p><b>Qui?</b> Quels sont les groupes cibles qui bénéficieront en premier des effets du changement de pratiques et/ou de comportements?</p> <p><b>Quoi?</b> Quels sont les bénéfices directs attendus sur les groupes cibles?</p> <p><b>Comment?</b> Dans quelle mesure ces bénéfices individuels contribuent-ils à une plus grande diversification, sécurité, accessibilité des aliments nutritifs, à un régime alimentaire sain et/ou à système alimentaire durable?</p>	<b>Amélioration de la santé des populations et de l'environnement à travers une alimentation saine et des systèmes alimentaires durables.</b>
<b>POINTS D'ACTION</b> <b>CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT</b>	<b>Système de production</b>				
	<b>Entreposage et distribution</b>				
	<b>Transformation et conditionnement</b>				
	<b>Engagement des acteurs de la chaîne alimentaire</b>				
	<b>Détaillants et marchés</b>				
<b>POINTS D'ACTION</b> <b>COMPORTEMENT DES CONSOMMATEURS</b>	<b>Éducation et sensibilisation nutritionnelle</b>				
	<b>Préparation de la demande et normes</b>				
	<b>Promotion, publicité et information</b>				
<b>POINTS D'ACTION</b> <b>ENVIRONNEMENT ALIMENTAIRE</b>	<b>Accès économique</b>				
	<b>Qualité et sécurité sanitaire</b>				
	<b>Disponibilité et accès physique</b>				
<b>FACTEURS TRANSVERSAUX</b>					

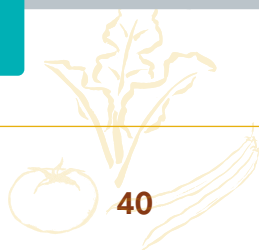
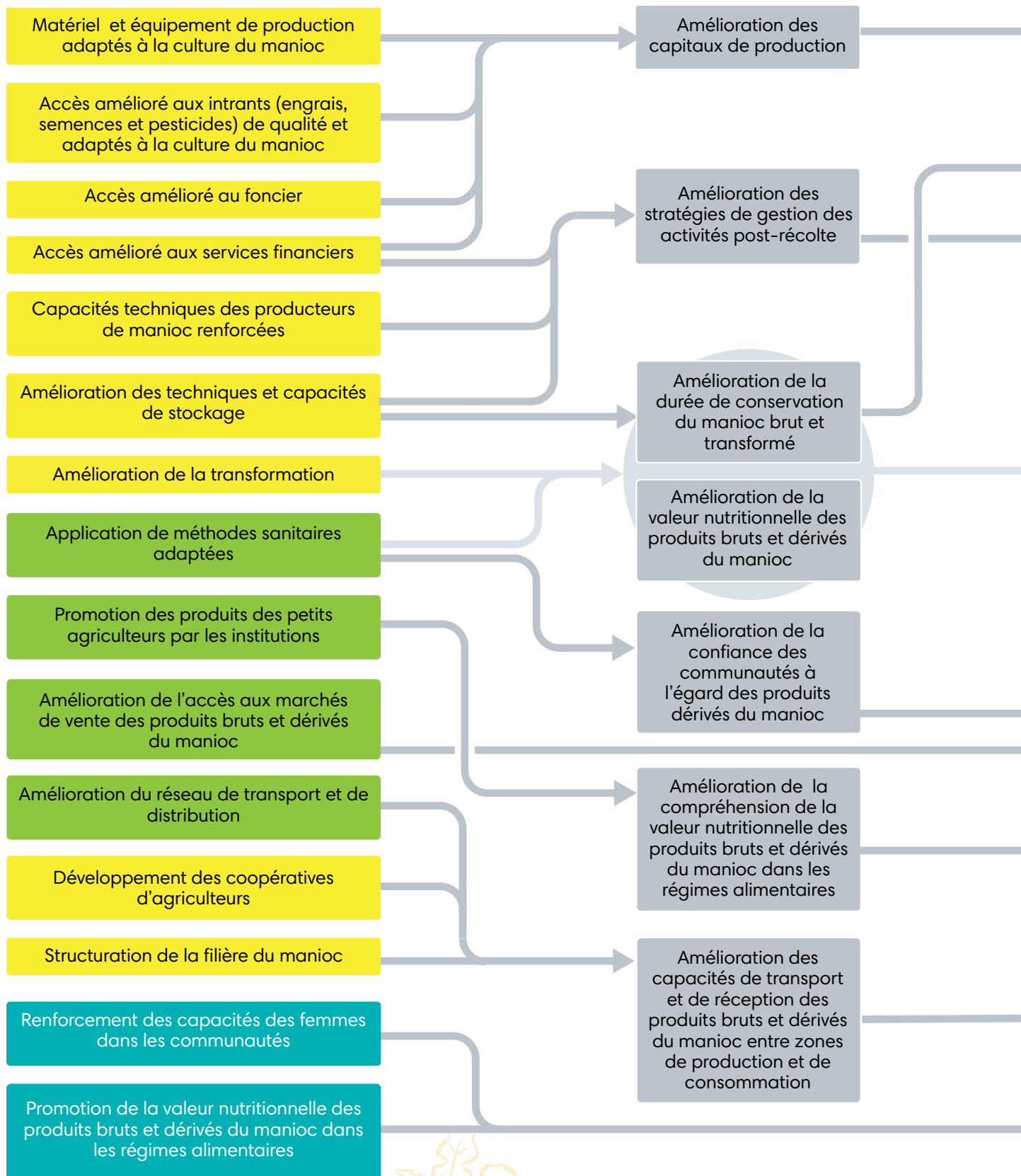


## Annexe 3. Visualisation des chemins d'impact

### Annexe 3a. Valorisation de la filière du manioc auprès des ménages ruraux vulnérables (zones subtropicales ou tropicales)

#### EXTRANTS

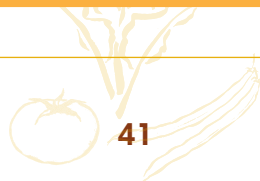
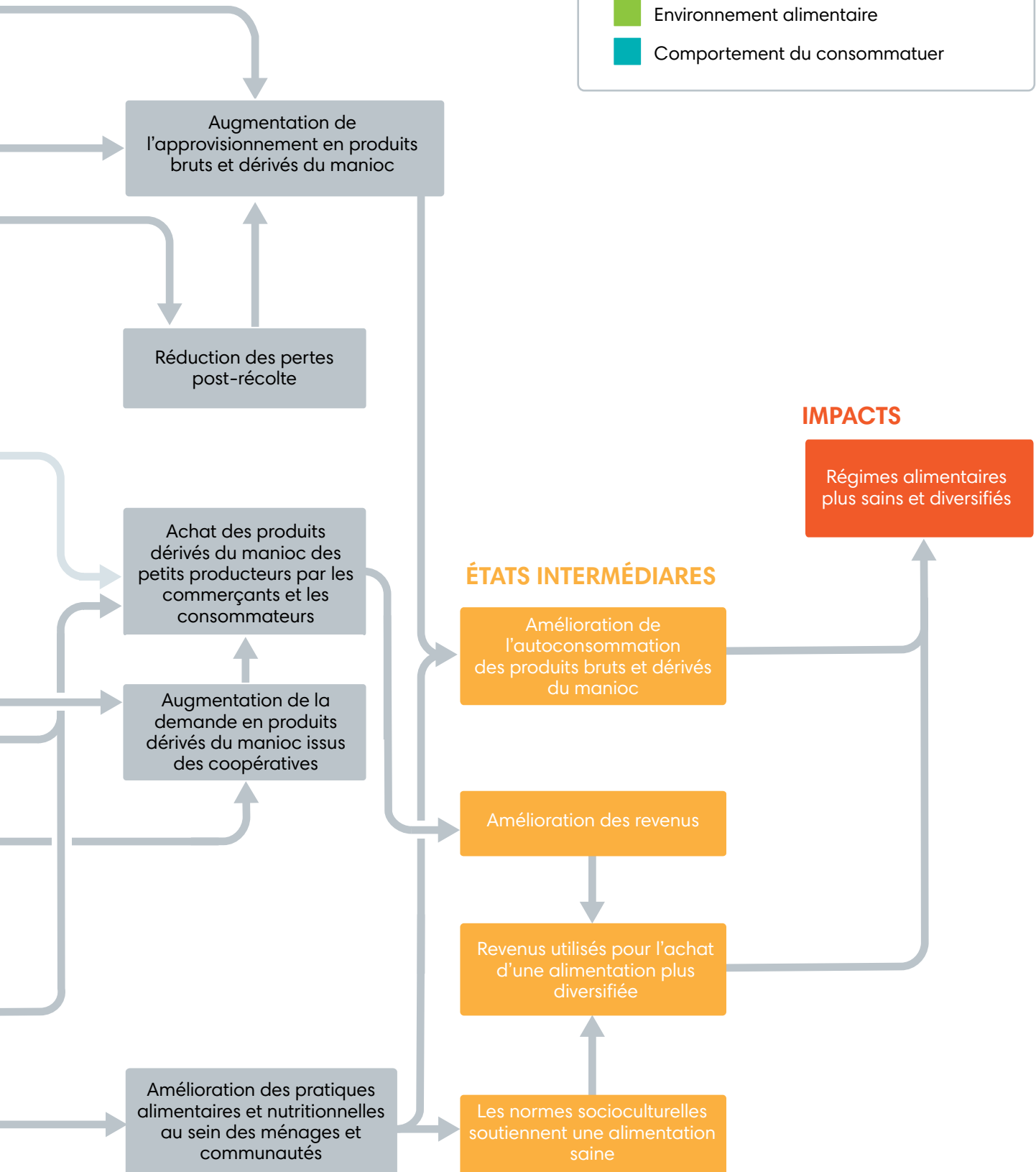
#### RÉSULTATS



Afin d'afficher le chemin d'impact en double page choisissez dans Adobe Reader *Affichage > Affichage de page > Deux pages* puis cochez *Afficher la page de couverture en mode Deux pages*.

## RÉSULTATS

- Chaîne d'approvisionnement alimentaire
- Environnement alimentaire
- Comportement du consommateur



## Annexe 3b. Valorisation de la culture maraîchère auprès des ménages ruraux ou (péri-urbains vulnérables) (zones semi-arides, subtropicales ou tropicales)

### EXTRANTS

Amélioration de l'accès à l'eau et de la gestion de l'eau pour la culture maraîchère

Capacités techniques des producteurs maraîchers renforcées

Accès amélioré aux matériels et équipements de production adaptés à la culture maraîchère

Accès amélioré aux intrants (engrais, semences et pesticides) de qualité et adaptés à la culture maraîchère

Accès amélioré au foncier

Accès amélioré aux services financiers

Amélioration des capacités et techniques de stockage

Amélioration de la transformation

Application de méthodes sanitaires adaptées

Promotion des produits maraîchers des petits agriculteurs par les institutions et les OSC

Amélioration de l'accès aux marchés de vente des produits maraîchers

Amélioration du réseau de transport et de distribution

Développement des coopératives de producteurs maraîchers

Structuration des filières maraîchères

Renforcement des capacités des femmes dans les communautés

Promotion de la valeur nutritionnelle des produits maraîchers dans les régimes alimentaires

Promotion des jardins maraîchers communautaires

### RÉSULTATS

Amélioration des capitaux de production

Amélioration des stratégies de gestion des activités post-récolte

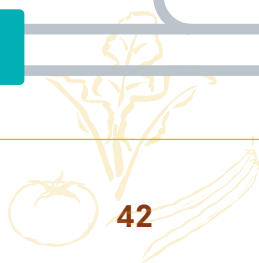
Amélioration de la durée de conservation des produits maraîchers

Amélioration de la valeur nutritionnelle des produits maraîchers

Amélioration de la confiance des communautés à l'égard des produits des petits producteurs locaux

Amélioration de la compréhension de la valeur des fruits et légumes dans les régimes alimentaires

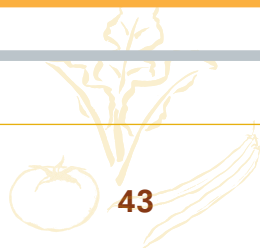
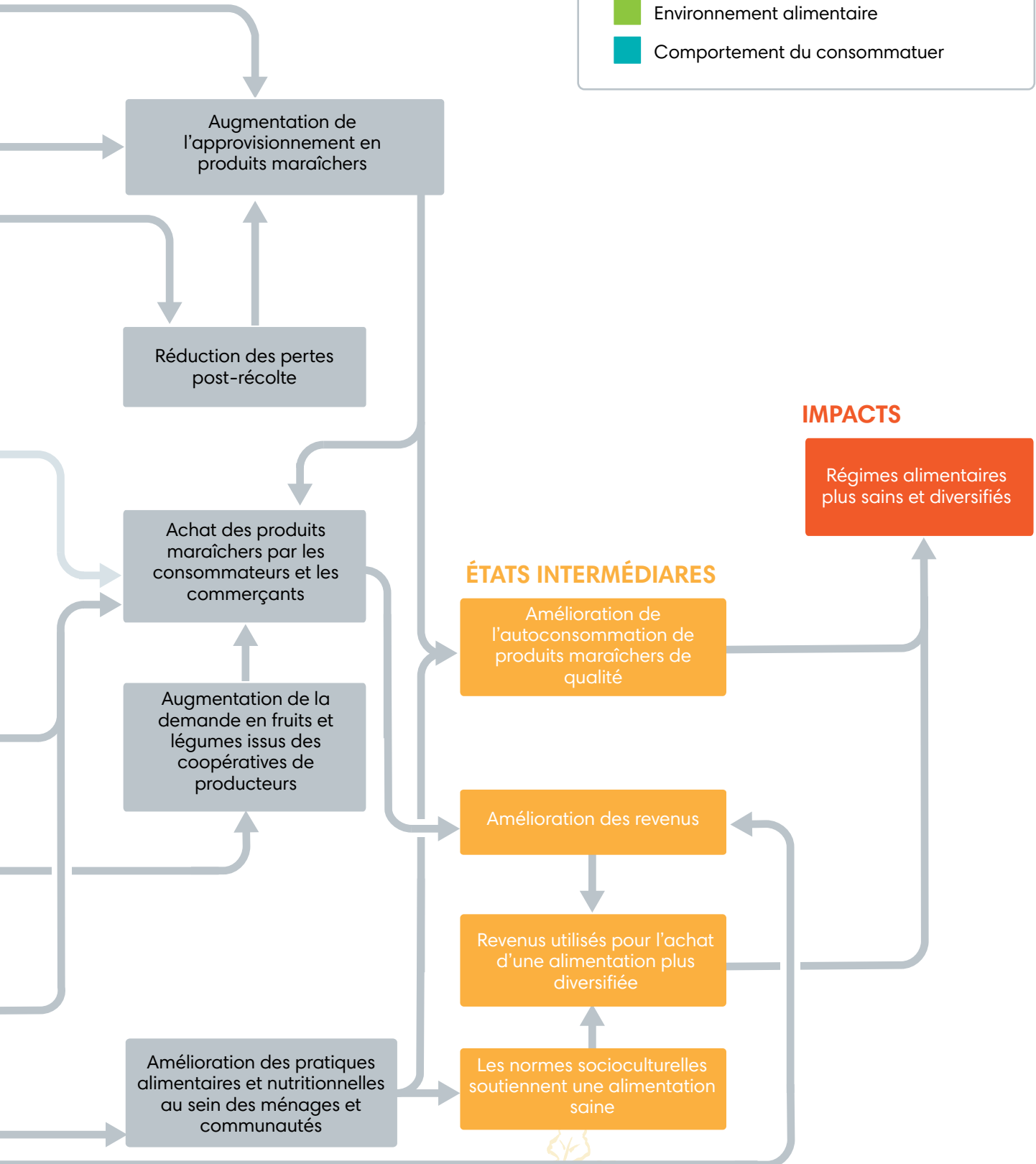
Amélioration des capacités de transport et de réception des produits maraîchers entre zones de production et de consommation



Afin d'afficher le chemin d'impact en double page choisissez dans Adobe Reader *Affichage > Affichage de page > Deux pages* puis cochez *Afficher la page de couverture en mode Deux pages*.

## RÉSULTATS

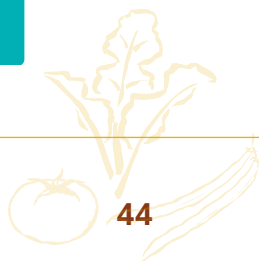
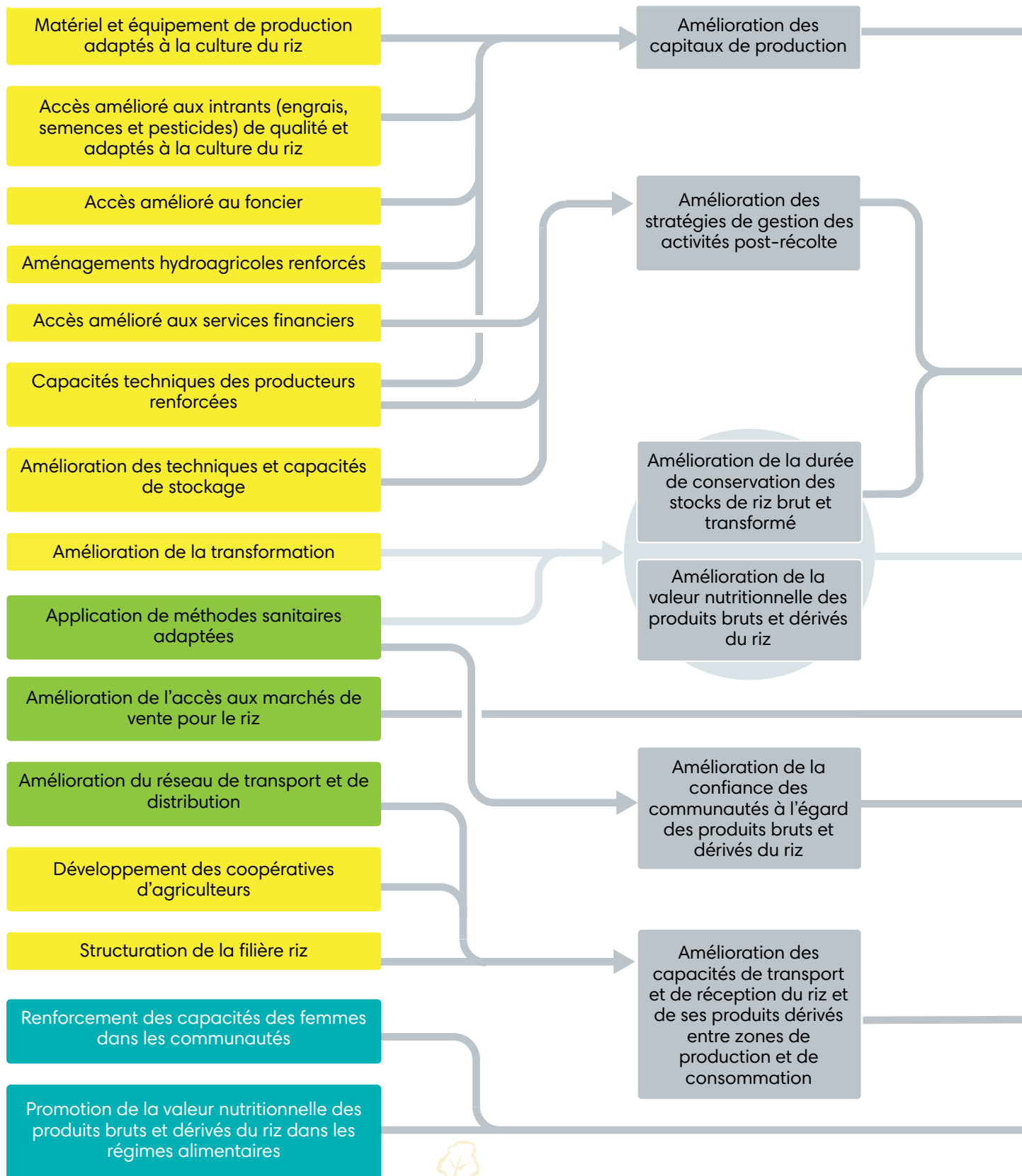
- Chaîne d'approvisionnement alimentaire
- Environnement alimentaire
- Comportement du consommateur



## Annex 3c: Valorisation de la filière du riz auprès des ménages ruraux vulnérables (zones subtropicales ou tropicales)

### EXTRANTS

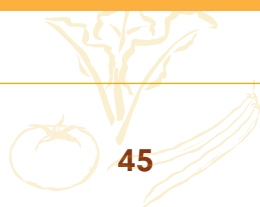
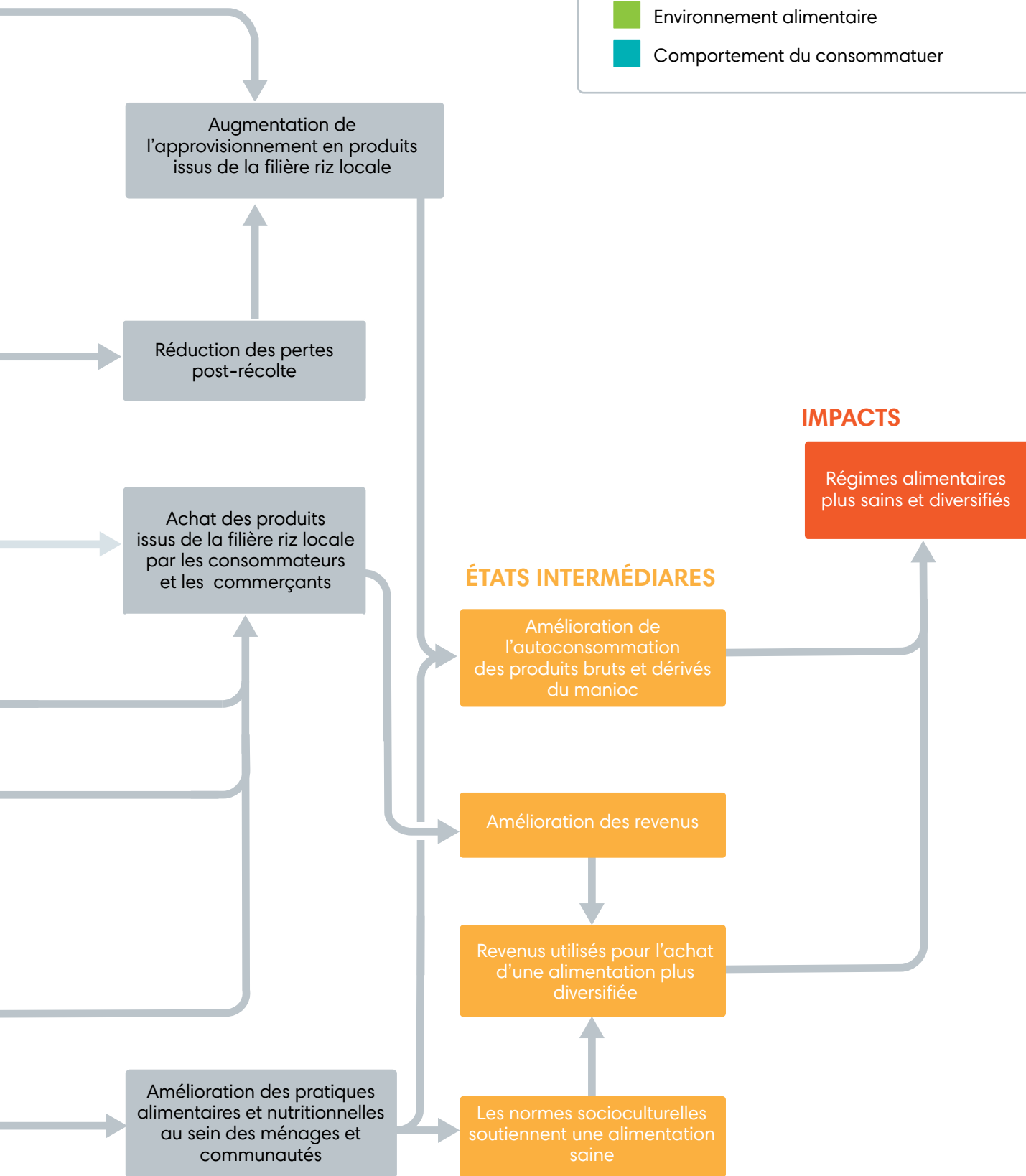
### RÉSULTATS

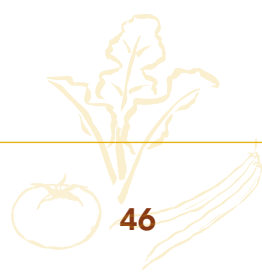


Afin d'afficher le chemin d'impact en double page choisissez dans Adobe Reader *Affichage > Affichage de page > Deux pages* puis cochez *Afficher la page de couverture en mode Deux pages*.

## RÉSULTATS

- Chaîne d'approvisionnement alimentaire
- Environnement alimentaire
- Comportement du consommateur







# Pour plus d'information, vous pouvez également consulter les documents suivants:



## Intégration de la nutrition dans le secteur de la production végétale en utilisant une approche basée sur les systèmes alimentaires

Une revue de la littérature fondée sur des données probantes

[www.fao.org/documents/card/fr/c/cb5564fr](http://www.fao.org/documents/card/fr/c/cb5564fr)



## Intégration de la nutrition dans le secteur de la production végétale en Afrique subsaharienne: de la théorie à la pratique

En bref

[www.fao.org/documents/card/fr/c/cb5170fr](http://www.fao.org/documents/card/fr/c/cb5170fr)



Toutes les publications sur le processus d'intégration de la nutrition, de la théorie à la pratique, sont accessibles sur le site de la FAO à l'adresse suivante:  
[www.fao.org/nutrition/politiques-programmes/fr/](http://www.fao.org/nutrition/politiques-programmes/fr/)

ISBN 978-92-5-135006-5



9 789251 350065

CB6919FR/1/11.21